



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 29 SEPTEMBRE 2021**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à l'Espace Saintonge de ROUFFIAC le 29 septembre 2021, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Gaby TOUZINAUD,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph DE MINIAC,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Bernard COMBEAU,

Madame Mireille ANDRE (sauf pour la délibération n° 2021-163),
Monsieur Pierre HERVE,
Monsieur Michel ROUX,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Claudine BRUNETEAU,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Philippe ROUET,
Monsieur Jean-Claude LANDREIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Monsieur Ammar BERDAI (sauf pour la délibération n° 2021-167),
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur Laurent DAVIET,
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre MAUDOUX,
Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Jean-Philippe MACHON,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Madame Eliane TRAIN,
Madame Martine TEXIER.

Monsieur Alain MARGAT donne pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Pascal GILLARD donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Rémy CATROU donne pouvoir à Monsieur Michel ROUX,
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur Charles DELCROIX donne pouvoir à Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur François EHLINGER donne pouvoir à Monsieur Philippe CALLAUD,
Madame Evelyne PARISI donne pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE,
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Monsieur Ammar BERDAI (sauf pour la délibération n° 2021-167),
Monsieur Céline VIOLLET donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER.

Mesdames Mireille ANDRE (pour la délibération n° 2021-163), Florence BETIZEAU, Véronique TORCHUT (pour la délibération n° 2021-167) et Dominique DEREN et Messieurs Stéphane TAILLASSON, Jacki RAGONNEAUD, Jean-Marc AUDOUIN, Ammar BERDAI (pour la délibération n° 2021-167) et Patrick PAYET sont excusés.

Madame Annie GRELET est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Président ouvre la séance à 18h12 précise que lors de ce conseil de rentrée, les élus auront à se prononcer sur des délibérations importantes pour le développement économique de l'Agglomération. Des délibérations importantes pour que l'Agglomération joue vraiment le rôle qui doit être le sien.

Chaque semaine, le Président et Monsieur ROUAN rencontrent des chefs d'entreprise ayant besoin d'immobilier ou de foncier pour s'installer, ou pour développer leur activité sur le territoire. Il s'agit d'une bonne nouvelle, mais aussi d'une pression afin de répondre correctement à leur demande. L'Agglomération présente de nombreux atouts, étant située au centre du Département. Saintes, est la deuxième ville de celui-ci, tandis que l'Agglomération est la deuxième plus importante en superficie sur l'axe de travail Bordeaux/Niort/Cognac. Les entreprises ont la volonté d'aller vite, et risquent de partir ailleurs si elles n'obtiennent pas une réponse rapide. Il faut être réactif pour ne pas rater le coche.

Parmi les points à voter, figure l'extension communautaire de la zone d'activités à Montils. L'Agglomération est propriétaire des terrains et il lui appartient de les aménager pour faire venir d'autres entreprises. Aussi, un travail a été mené avec l'exécutif afin de proposer l'entrée de l'Agglomération au sein de la SEMPAT, une Société Mixte A Vocation Patrimoniale dont la volonté est d'acheter des friches, de les réhabiliter et de les proposer à la location. Il s'agirait d'une entrée en actionnariat, qui permet de faire partie du Conseil d'Administration.

L'Agglomération est fière d'avoir travaillé sur la friche Saintronic, qui constitue désormais une belle réussite. A l'horizon de cinq ans, 175 nouveaux emplois sont prévus sur le site. Nous nous réjouissons de l'arrivée du Groupe Chavignac. Le site Saintronic étant positionné en Zone d'Aide à Finalité Régionale sera proposé l'exonération de la Cotisation Foncière pour Chavignac.

En ce qui concerne le tourisme, une délibération portera sur la bonne santé financière de l'EPIC. Grâce aux mesures qui ont pu être mises en place, la saison s'est révélée plutôt satisfaisante.

Enfin, des délibérations porteront sur la modification des plans locaux d'urbanisme avec plusieurs objectifs :

- permettre l'arrivée d'une pharmacie dans le centre-bourg de Pisany
- faciliter le développement de l'entreprise Merlet à Saint-Sauvant.

Monsieur le Président informe de sa décision, comme ses collègues de Rochefort et Royan, de fermer le centre de vaccination de Saintes le 1^{er} novembre. Au total, 72 000 vaccins ont été injectés, ce qui représente un peu plus que le nombre d'habitants de l'Agglomération. Le centre municipal génère un coût important. Des discussions sont en cours avec l'ARS afin d'étudier l'utilité de dégager une salle à Saintes pour organiser un petit centre. Les besoins sont en cours de phasage. Monsieur le Président salue l'implication des personnels de santé mais aussi des agents administratifs qui ont contribué à cette campagne vaccinale.

Monsieur le Président souhaite remercier également le maire de Montils, qui est allé renforcer les soignants de la Martinique durant deux semaines. Il invite les membres à discuter avec lui afin d'entendre son vécu.

Monsieur le Président énonce les pouvoirs reçus et procède à l'appel nominal des membres.

I - Procès-Verbaux

Approbation des Procès-Verbaux des Conseils Communautaires du 8 juin 2021 et du 6 juillet 2021

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE tient à remercier Monsieur David MUSSEAU, Maire de ROUFFIAC pour son accueil chaleureux et républicain. Elle précise qu'elle va voter contre le procès-verbal du 8 juin. En effet, elle était représentée par Monsieur Pierre DIETZ, et avait voté contre l'ensemble des délibérations. Pour toutes celles où il n'était pas possible de procéder à un vote secret, il a été considéré qu'elle n'avait pas voté et les délibérations ont été adoptées.

Monsieur le Président lui demande quelle est sa position concernant le procès-verbal du 6 juillet.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique qu'elle s'abstient.

Les Procès-Verbaux des Conseils Communautaires du 8 juin 2021 et du 6 juillet 2021 sont approuvés à la majorité des membres.

II - Délibérations

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

ÉCONOMIE

2021-156. Extension de la zone d'activités communautaire du fief Picaud à Montils

Monsieur le Président explique que plusieurs entreprises locales ont manifesté leur intérêt de s'installer sur cette zone. Des rencontres ont eu lieu avec la mairie. Il est proposé de lancer les études du périmètre des 2,4 hectares sollicités et d'instaurer un sursis à statuer.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quoi correspond une zone ZUX. Elle considère que multiplier la zone par trois est une mauvaise idée, la tendance est plutôt à éviter les artificialisations supplémentaires. Elle fait savoir qu'elle votera contre cette délibération.

Monsieur le Président répond que la ZUX est la qualification de la zone, il s'agit d'une zone à urbaniser commerciale. Cette zone appartient déjà à l'Agglomération et était dévolue au développement économique. Lorsque des entreprises souhaitent s'installer, il est dommage de ne pas pouvoir les recevoir. Les zones ne sont pas artificialisées, elles sont destinées à cela. L'idée est d'effectuer les travaux d'aménagement pour que les entreprises puissent venir.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'en matière d'artificialisation, la loi climat et résilience passée cet été va s'appliquer prochainement. Les services de l'État regardent de près ce qui a trait à l'artificialisation des sols. Les zones prévues à urbaniser au sein de l'Agglomération de Saintes ne le seront pas toutes, le quota prévu ne sera pas atteint. Cette zone de MONTILS a vocation à se développer du fait de la demande, et les services de l'État n'iront pas contre.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Contexte et objectifs :

Le rapporteur rappelle que trois entreprises installées à MONTILS, dans le diffus ou déjà dans la ZA Le FIEF PICAUD, ont exprimé un intérêt pour une acquisition foncière dans la zone d'activité, afin d'améliorer les conditions d'installation de leur activité ou faire face à une augmentation d'activité.

La zone Le Fief Picaud est située au nord du bourg de Montils, le long de la RD233 qui rejoint Rouffiac. La zone d'activité est composée d'un secteur déjà aménagé de 1ha et d'un secteur disponible à l'aménagement de 2.4ha.

Le SCOT du Pays de Saintonge Romane classe la commune de Montils dans l'espace rural du territoire. La consommation d'espace de l'extension de la ZAE de Montils viendra impacter l'enveloppe de 20ha de réserves foncières dédiées aux activités économiques des communes rurales (hors polarités).

Le secteur est classé en zone Zux de la carte communale (approuvée le 18 septembre 2006) et la ZA existante fait l'objet d'un règlement de lotissement spécifique fixant les règles et servitudes d'intérêt général imposées dans l'emprise foncière de la ZA.

La ZA Le Fief Picaud a été transférée à l'Agglomération de Saintes dans le cadre du transfert de la compétence Zone d'Activité Economique (ZAE) à la CDA et de la reconnaissance de cet espace comme une des ZAE transférées à l'Agglomération par délibération du Conseil communautaire du 14 septembre 2017. Par conséquent, une extension de la zone d'activité Le Fief Picaud ne peut être réalisée que sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération de Saintes.

Proposition de montage opérationnel :

Le projet devra permettre la réalisation des voiries et accès desservant les futurs terrains, l'extension et la création des réseaux nécessaires, les divisions parcellaires définissant l'emprise des espaces « publics » et des futures parcelles ainsi que la création de réserves foncières « publiques » nécessaires à la gestion des eaux pluviales.

Un permis d'aménager sera nécessaire pour la réalisation de ce projet. Il est proposé de faire appel au syndicat de la voirie afin de réaliser les études du permis d'aménager jusqu'au suivi des travaux. Ces études intégreront la réalisation des dossiers environnementaux (Loi sur l'Eau, évaluation environnementale du projet...) ainsi que les études techniques et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation des travaux.

Le projet pourrait être soumis à la réalisation de fouilles archéologiques. L'agglomération lancera alors la procédure de marché pour rechercher des opérateurs compétents pour la réalisation de ces travaux.

Périmètre d'études :

Le périmètre d'étude est annexé à la présente délibération et couvre une surface de 2.4ha. Celui-ci inclus la parcelle ZH 186 appartenant à l'agglomération de Saintes et la parcelle ZH 181 appartenant à un propriétaire privé que la communauté d'agglomération devra acquérir.

Sursis à statuer :

Dans l'attente de la réalisation de ce projet, est ouverte la possibilité d'instituer « un périmètre de sursis à statuer », correspondant au périmètre d'études.

En effet, l'article L 424-1 du code de l'Urbanisme ouvre la possibilité de prendre en considération un projet. Dans ce périmètre d'études, indépendant du zonage des documents d'urbanisme, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer sur toutes les demandes d'utiliser ou d'occuper le sol relatives à des projets susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation une opération d'aménagement.

Le bilan estimatif prévisionnel :

Dépenses d'acquisitions foncières réalisées	92 000€
Dépenses d'acquisitions foncières à réaliser	7 464€
Dépenses travaux	252 390€
Dépenses archéologie DIAGNOSTIC	13 920€
Dépenses archéologie FOUILLES	Non connues
TOTAL DEPENSES	365 774€
Recettes sur vente du foncier	162 504€
DETR 2021	75 717€
Emprunt ou autres recettes	127 553€
TOTAL RECETTES	365 774

Les sommes nécessaires à la réalisation du projet seront inscrites au budget.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 421-2, L.424-1 et R. 424-24,

Vu Le Code de l'Environnement, notamment les articles L.122-1, L.214-1 et L. 414-4,

Vu le Code du Patrimoine, notamment les articles R.523-1 et R.523-14,

Vu Les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif à la compétence obligatoire « Développement économique » et comprenant entre autres « la création et l'aménagement des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale »,

Vu la délibération n°2017-172 du Conseil Communautaire du 14 septembre 2017 déterminant des espaces objets du transfert des zones d'activité économique (ZAE),

Vu le document d'urbanisme de la commune de Montils (carte communale approuvée le 18 septembre 2006) et son secteur Zux,

Considérant les éléments précédemment apportés par le rapporteur,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif du Budget annexe Zones d'activités communautaires,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le lancement des études pour la création d'une zone d'activité économique à Montils, en extension de la zone d'activité Le Fief Picaud, et d'autoriser l'engagement des négociations amiables pour les acquisitions foncières nécessaires au projet.
- **d'approuver** le périmètre d'études joint en annexe, conformément à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme, pour une surface d'environ 2.4 hectares. En application de l'article R.151-52 du Code de l'urbanisme, le périmètre sera reporté sur un document graphique annexé au document d'urbanisme concerné.
- **d'instaurer** à l'intérieur de la zone ainsi délimitée, et à compter de la présente délibération, un sursis à statuer qui pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux,

constructions ou installations, dans les formes prévues à l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, à effectuer toutes Les démarches et formalités ainsi qu'à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.
- **de préciser** qu'en application de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au Siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en Mairie de Montils pendant 1 mois, et d'une mention, en caractère apparent, dans un journal diffusé dans le département de La Charente-Maritime.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-157. Signature de l'avenant n°2 à la convention de dotation du fonds de solidarité et proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle-Aquitaine

Monsieur le Président précise que ce fonds a été créé par la région Nouvelle-Aquitaine en avril 2020 pour des prêts à taux zéro à destination des Très Petites Entreprises (TPE) touchées par la crise sanitaire lors du premier confinement. L'Agglomération a abondé ce fonds à hauteur de 2 euros par habitant, soit 123 362 euros. Une convention a été signée avec l'association Initiative Nouvelle-Aquitaine, en charge de mobiliser ces fonds et de les redistribuer.

Le constat est celui d'une sous-consommation du fonds à l'échelle régionale. Sur les 31 millions prélevés, un peu plus de 11 millions ont été mobilisés. Il a été obtenu que la région rembourse les EPCI sur les fonds versés. Il est donc demandé de signer un avenant à cette convention initiale, permettant que l'argent soit reversé à la CDA et réinjecté dans l'économie. En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de son plan d'urgence économique d'avril 2020, la Région Nouvelle-Aquitaine a décidé de mettre en place un fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle-Aquitaine. Elle a doté ce fonds de 24 M€ dont 12 M€ provenant de la Banque des Territoires.

Dans le cadre de la création de ce fonds, la Région Nouvelle-Aquitaine a sollicité la contribution des agglomérations de Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 2 € par habitant. Cette participation conditionnait l'intervention du fonds sur le territoire des agglomérations.

La Région Nouvelle-Aquitaine a décidé de s'appuyer sur l'association Initiative Nouvelle-Aquitaine pour la gestion de ce fonds de solidarité et de proximité (relayé par Initiative Charente-Maritime pour notre Département).

Par décision du Président en date du 26 juin 2020 (du fait des pouvoirs exceptionnels qui lui étaient conférés en lien avec la crise et le report des élections), la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé de conventionner avec Initiative Nouvelle-Aquitaine et a contribué à hauteur de 123 362 €.

Le dispositif consistait en l'octroi de prêts sans garantie à taux zéro pour un montant compris entre 5 000 euros et 15 000 euros.

Le fonds n'a globalement pas atteint ses objectifs et n'a été consommé que partiellement.

A l'échelle régionale, le budget global du fonds était de 31 M€ (24 M€ + 7M€ apportés par les agglomérations), seulement 11,2 M€ ont été consommés.

A l'échelle départementale, 488 demandes ont été effectuées, 175 dossiers ont été examinés en comité, 116 entreprises ont bénéficié d'un prêt.

A l'échelle de la CDA, 10 demandes ont été traitées, 8 entreprises ont été aidées pour un montant total de 77 500 €.

Compte tenu de la sous-consommation du fonds, la Région a décidé d'en assumer seule la charge avec la banque des territoires et de restituer l'intégralité des fonds versés par les EPCI (soit 123 362 € pour la CDA), sous réserve que ceux-ci soient réaffectés au financement de dispositifs d'aide aux entreprises mis

en place par les EPCI (option choisie par le Président) ou mis à disposition de Charente-Maritime Initiative pour venir compléter leur intervention sur le financement de la création d'entreprises.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2020.747.SP de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine du 10 avril 2020 adoptant le plan d'urgence économique de la Région Nouvelle-Aquitaine et notamment la mise en place d'un fonds de prêt pour soutenir la trésorerie des petits commerces, artisans et services de proximité et prévoyant la possibilité pour les communautés d'agglomération d'abonder ce fonds,

Vu la décision n°20-154 du 26 juin 2020 signée du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes, approuvant :

- la signature de la convention de dotation du fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle-Aquitaine avec l'association INITIATIVE NOUVELLE-AQUITAINE.
- l'abondement de ce fonds de dotation à hauteur de 2 euros par habitant, soit un montant de 123 362 euros, selon les modalités prévues par cette convention.

Vu la délibération n°2021-3 du Conseil Communautaire du 26 janvier 2021 approuvant la signature de l'avenant n°1 à la convention de dotation du fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle-Aquitaine avec l'association INITIATIVE NOUVELLE-AQUITAINE.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 ci-joint à la convention conclue avec l'association INITIATIVE NOUVELLE-AQUITAINE pour l'abondement au fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle-Aquitaine, modifiant l'article 8 et permettant la restitution de la totalité de l'apport et la réaffectation des fonds à un dispositif géré en propre par la Communauté d'agglomération de Saintes,
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer cet avenant avec l'association INITIATIVE NOUVELLE-AQUITAINE.
- d'intégrer cette recette au compte 274.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2021-158. Approbation du règlement du Prix "Coup de cœur citoyen" associé à l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2021

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS précise qu'il s'agit d'approuver le règlement d'un nouveau prix qui va être mis en place, le Coup de cœur citoyen. La période d'appel à projets ESS est en train de se terminer. Il est proposé de réserver, parmi les 35 000 euros consacrés à l'appel à projets, 2 000 euros à ce prix qui permettrait aux habitants de l'Agglomération de soutenir un projet particulier. Les habitants pourraient voter du 29 novembre au 12 décembre sur le site internet de l'Agglomération. Cela permettrait au projet retenu, déjà soutenu au préalable, de bénéficier d'un bonus de 2 000 euros.

Monsieur Daniel DE MINIAC a assisté à l'inauguration de la boutique Heli-Shop installée à Saintes, et souhaiterait entendre quelques mots à ce sujet.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que dans le cadre de l'ESS, différents champs d'intervention sont possibles pour soutenir les acteurs du territoire. L'appel à projets a été créé, et des fonds dédiés ont été orientés et fléchés dans le cadre du contrat avec la région. Il est ainsi possible de soutenir des entreprises

du territoire et des structures hors appel à projets. La boutique Heli-Shop est une émanation d'une coopérative d'activités économiques créée avec le soutien de la CDA de Saintes et de la CDA du Grand Angoulême, appelée Heliscoop. Cette coopérative regroupe des porteurs de projets, hébergés sous un statut de coopérateurs et de demandeurs d'emploi. La coopérative est généraliste et regroupe un certain nombre de projets. Le souhait était de développer le secteur commercial, et des réflexions ont mené à la création de cette boutique. Des personnes y testent leur projet grandeurs nature, et proposent à la vente des services qu'elles ont créé. Les membres sont invités à s'y rendre, avec les fêtes de Noël qui approchent il s'agira d'un bon endroit pour effectuer ses achats. Il s'agit d'une manière de valider le projet de ces personnes, et d'inciter à une nouvelle manière de consommer.

Monsieur Pierre MAUDOUX trouve que l'idée du Coup de cœur citoyen est intéressante, mais demande comment la population sera incitée à voter dans un délai aussi bref.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS répond que jusqu'au 15 octobre, les services reçoivent les porteurs de projets pour vérifier qu'ils entrent bien dans le cahier des charges. Ils seront invités à présenter leur projet devant un jury. Ce premier jury va extraire les lauréats de l'année 2021. Une vague de communication dédiée sera alors enclenchée pour renvoyer les citoyens sur le site internet de l'Agglomération. Cette manière d'activer le citoyen pour qu'il participe à des décisions va être expérimentée sous cette forme.

Monsieur le Président ajoute que la campagne sera aussi relayée sur la page Facebook de la ville. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Source d'emplois non délocalisables, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) fait partie, depuis 2016, des axes de la Communauté d'Agglomération en terme de développement économique.

L'ESS concerne tous les secteurs d'activités économiques et propose une vision de l'entrepreneuriat novatrice dans la société, tant sur le plan humain qu'environnemental. Elle repose en effet sur, l'affectation prioritaire des bénéfices au développement de l'activité, une conception responsable de la production et de la consommation et un management démocratique des hommes.

L'un des axes de soutien majeur depuis 2018 de notre EPCI en faveur de l'ESS consiste à organiser chaque année un appel à projets sur cette thématique. Celui-ci a pour objectif de récompenser les projets créateurs d'activité et d'emplois en la matière.

La date limite de dépôt des dossiers par les candidats à l'appel à projets ESS est fixée cette année au 15 octobre 2021.

De plus, il est apparu opportun et innovant de consacrer une part de la somme allouée par la Communauté d'Agglomération à l'appel à projets ESS (soit 2.000€ sur 35.000€) à une initiative citoyenne en impliquant les citoyens par un vote. Ces 2.000€ seront donc attribués, après avoir été fléchés directement par le public, au projet que celui-ci aura jugé le plus digne d'être accompagné.

Il est donc nécessaire d'adopter un règlement spécifique pour préciser les conditions et les règles de ce Prix « Coup de cœur citoyen » associé à l'appel à projets ESS 2021.

Le vote du public ne pourra intervenir qu'à partir du moment où seront connus les lauréats de l'appel à projets ESS 2021, soit après la délibération du Conseil Communautaire les désignant, laquelle n'interviendra également qu'après le vote du jury de l'appel à projets.

Le vote du public s'exprimera par le biais d'une application numérique gratuite mise en place sur le site internet de la Communauté d'Agglomération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-1, L. 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2021-124 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes du 8 juin 2021, décidant

- *de lancer un Appel à Projets permettant l'émergence d'activité et la création d'emplois dans*

- le secteur porteur sur le territoire de l'économie sociale et solidaire, et d'accepter le principe d'organiser un prix « coup de cœur citoyen » associé à cet appel à projet, en faveur du lauréat qui aura recueilli le plus de suffrage à l'issue d'une opération de communication appropriée,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2021, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le règlement du Prix « Coup de cœur citoyen » associé à l'Appel à Projets ESS 2021 consistant à affecter une somme de 2.000€ au lauréat plébiscité par le public.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'insertion, à signer ce règlement et tous les documents afférents à la mise en œuvre de cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend part au vote

TOURISME

2021-159. EPIC Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Approbation du compte de gestion 2020

Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit de l'approbation du compte de gestion 2020. Il est prévu que l'EPIC vérifie la conformité des opérations figurant au compte. Après un rapprochement et un contrôle, le compte de gestion établi est transmis par le trésorier de Saintes, et il s'avère que tout est conforme. Les membres du comité de direction ont adopté ces comptes, qui sont également soumis au vote pour adoption. En section de fonctionnement, la dépense prévue est de 822 311,81 euros, avec des recettes identiques. Le réalisé s'élève à 607 145,74 euros de dépenses, pour 792 401,06 euros de recettes, soit un résultat de fonctionnement positif de 185 255,32 euros. En section d'investissement, les dépenses prévues sont de 52 552,38 euros, les recettes prévues sont identiques et le réalisé se situe à zéro euro en dépenses et à 38 352,03 euros. Pour l'année 2020, le global est positif de 223 507,35 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaiterait connaître la vision à plusieurs années.

Monsieur le Président propose d'aborder ce sujet après le vote.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe une forte augmentation de la ligne des salaires. Elle demande quelles actions menées justifient cette différence.

Monsieur le Président explique que l'EPIC est né en octobre 2019, tandis que l'année 2020 a été une année complète. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que les dispositions relatives à la comptabilité publique prévoient que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » doit vérifier la conformité des opérations figurant aux comptes de gestion tenues par le Comptable public, avec celles du Compte Administratif.

Après rapprochement et contrôle, le compte de gestion, établi et transmis par le Trésorier de Saintes à la clôture de l'exercice 2020, est conforme au compte administratif de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ». Le compte de gestion est visé et certifié conforme par l'ordonnateur, et n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Le compte de gestion 2020 a été approuvé par les membres du Comité de Direction de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » par délibération n°2021-7 en date du 27 mai 2021.

Il est ainsi soumis comme le prévoit l'article 9 des statuts de l'EPIC à l'approbation du Conseil Communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-11, R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n°2019-64 du conseil communautaire de la CDA de Saintes du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que la clôture des comptes de l'exercice écoulé est présentée par le Président au comité de direction qui en délibère et que le budget et les comptes sont soumis après délibération du comité de direction à l'approbation du conseil communautaire,

Vu la délibération n°2021-7 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 27 mai 2021 approuvant le compte de gestion 2020 par les membres du comité de direction,

Considérant le budget primitif de l'exercice 2020, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **de procéder** à l'approbation du compte de gestion réalisé par le Trésorier de Saintes pour l'exercice 2020 du budget primitif, dont les écritures sont conformes au compte administratif de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » pour le même exercice.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité cette proposition par :

- 48 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 9 Conseillers ne prennent pas part au vote (M. Alexandre GRENOT, Mme Marie-Line CHEMINADE en son nom et celui de Mme Evelyne PARISI, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Agnès POTTIER, M. Gaby TOUZINAUD, M. Gérard PERRIN, M. Joseph DE MINAC et M. Frédéric ROUAN)

2021-160. EPIC Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Approbation du compte administratif 2020

Monsieur le Président présente les chiffres, qui sont identiques à ceux de la délibération précédente. En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'exercice 2020 fait apparaître un résultat annuel de + 185 255.32 €. Le résultat antérieur reporté 2019 était de + 128 891.81 €.

Le résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2020 s'élève ainsi à + 314 147.13 €.

Les dépenses réelles sont réalisées à 74.43 %.

- Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 68,14 %
- Les dépenses de personnel sont réalisées à 90,32 %

Les recettes réelles sont réalisées quant à elles à 114,27 %.

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 607 145.74 € en 2020

	Budget 2020	Réalisations 2020
Charges à caractère général	327 480 €	223 135.61 €
Dépenses de personnel	407 696 €	368 238,37€
Autres charges de gestion courante	10 €	1.11 €
Impôts sur les bénéfices	8 000 €	3 971 €
Dépenses imprévues	55 575,81	0 €
Opérations d'ordre	23 550 €	11 799,65
TOTAL	822 311.81€	607 145,74€

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'élèvent en 2020 à 223 135.61 € (budget 2020 : 327 480 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- Les achats de prestations de services (compte 604) pour 56 641.36 €. Ce sont les achats de prestations du service commercialisation ainsi que les remboursements billetteries pour tiers (Palissy, Petit train, spectacle).
- Les loyers (compte 6132) pour 21 068,85 € (Place Bassompierre + Place St Pierre).
- La maintenance (compte 6156) pour 9 033,77 € informatique, téléphone, logiciels métier, photocopieur.
- Les frais d'annonces et insertions (compte 6231) pour 29 492,49 €, (campagne de communication).
- Les catalogues et imprimés (compte 6236) pour 44 258,42 €, éditions touristiques de l'OT.
- Les frais de nettoyage des locaux (compte 6283) pour 8 514,90 €.
- Les frais de télécommunications (compte 6262) pour 8 386,90 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à 368 238,37€ (budget 2020 : 407 696,00€), 7 agents permanents temps plein, 2 agents permanents temps partiel 28h, 2 guides conférenciers temps partiel, 5 saisonniers. D'autres dépenses impactent ce chapitre tels que les chèques déjeuners et la médecine du travail.

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- Du chapitre 69 - Impôts sur les bénéfices pour 3 971 € calculés sur le résultat 2019 et payés comme acompte dont 2 732 € remboursés au moment du calcul sur le résultat 2020.
- Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections pour 11 799,65 € pour les amortissements.

2. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à + 792 401.06 €

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services s'élèvent à 108 916,88€ (budget 2020 : 99 650 €)

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes des ventes des activités commerciales, visites guidées, réceptif, gabare, bateaux électriques et les ventes d'espaces publicitaires pour 74 874,72 €
- Les recettes des ventes de marchandises, produits boutique et billetterie pour 31 956.99 €
- Les commissions pour 2 085,17 €, accordées par les prestataires pour la prestation de vente de leurs produits.

Les recettes du chapitre 74 - Subventions - s'élèvent à 492 370,00€ (budget 2020 : 508 000,00€)

Les principales recettes sont constituées :

- De la subvention de fonctionnement perçue de la collectivité pour 390 000 €.
- De la subvention complémentaire (crise COVID) perçue de la collectivité pour 100 000 €.
- De la subvention pour le déploiement de l'opération Terra Aventura perçue de la collectivité pour 2 370 €.

Les autres recettes de cette section de fonctionnement sont constituées :

- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges** pour 11 746,62 € (budget 2020 : 10 770,00 €). Ces recettes concernent les indemnités journalières et le remboursement de la mise au chômage partiel des salariés pendant le confinement.
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante** pour 175 764,84€ (budget 2020 : 75 000,00 €), pour les partenariats avec les prestataires touristiques pour 29 323,10 € et le reversement de la taxe de séjour par la collectivité pour 146 441,74 €.
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels** pour 3 602,72 € (budget 2020 : 0 €). Il s'agit principalement du remboursement du trop versé de l'impôt société.

SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Pas de dépenses d'investissement en 2020

2. Les recettes d'investissement sont de 38 252,03 €

Les principales recettes se répartissent ainsi :

Le Chapitre 10 - dotations et réserves pour 26 452,38 € d'affectation en réserve suite à l'affectation des résultats n-1.

Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections pour 11 799,65 € pour les amortissements.

Il est proposé d'approuver le compte administratif pour l'exercice 2020 du budget de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ».

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-11, R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil communautaire de la CDA de Saintes du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que la clôture des comptes de l'exercice écoulé est présentée par le Président au comité de direction qui en délibère et que le budget et les comptes sont soumis après délibération du comité de direction à l'approbation du conseil communautaire,

Vu la délibération n°2021-7 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 27 Mai 2021 approuvant le compte de gestion 2020 par les membres du comité de direction,

Vu la délibération n°2021-8 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 27 Mai 2021 approuvant le compte administratif 2020 par les membres du comité de direction,

Considérant le budget primitif de l'exercice 2020, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant la conformité du compte administratif avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** à l'approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » selon les résultats des différentes sections budgétaires comme suit :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalisations		Restes à réaliser	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement	
<i>Recettes de l'exercice</i>	+ 792 401.06 €	+ 38 252,03 €		
<i>Dépenses de l'exercice</i>	607 145.74€			
<i>Résultats de l'exercice</i>	+ 185 255.32 €	+ 38 252,03 €	-	
<i>Solde des restes à réaliser</i>	-			€
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	+ 128 891.81 €	- 26 452.38 €	-	
<i>Résultats de clôture</i>	+ 314 147.13 €	+ 11 799.65 €		

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité cette proposition par :

- 48 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 9 Conseillers ne prennent pas part au vote (M. Alexandre GRENOT, Mme Marie-Line CHEMINADE en son nom et celui de Mme Evelyne PARISI, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Agnès POTTIER, M. Gaby TOUZINAUD, M. Gérard PERRIN, M. Joseph DE MINAC et M. Frédéric ROUAN)

2021-161. EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Approbation du rapport d'activités concernant la période d'octobre 2019 à décembre 2020

Monsieur le Président rappelle la création de l'Office de Tourisme en octobre 2019. En 2020, l'activité a fortement été impactée par la Covid, avec une baisse de 52% de la fréquentation de l'espace accueil, soit 38 502 clients accueillis. Un important plan de communication a été lancé pour relancer l'activité. Les retours sont plutôt satisfaisants.

Monsieur Alexandre GRENOT indique qu'un soutien important a été apporté aux acteurs économiques du tourisme, afin de les accompagner dans cette période difficile et de les guider au quotidien. Charentes Tourisme a apporté son aide aux entreprises connaissant de lourdes difficultés financières. L'ancienne mandature avait voté une subvention de 30 000 euros pour de la communication supplémentaire. La promotion du territoire est poursuivie, mais l'année 2020 s'est révélée très compliquée. En 2021, une belle augmentation a été observée, avec une fréquentation supérieure de 12% à celle de 2020 au cours du mois de juillet, et de 9% sur le mois d'août. Pour la première quinzaine de septembre, la fréquentation est de + 14%. Il s'agit à 90% d'une clientèle française. La météo mitigée de cet été a été favorable pour notre territoire, des offres d'activités supplémentaires ont boosté le territoire. Saintes et le Fleuve Charente demeurent la locomotive, mais toutes les communes autour en bénéficient. Entre Saintes et Cognac, par exemple, la fréquentation de la Flow vélo a augmenté de 30% cet été. Il s'agit d'un atout extraordinaire pour le territoire, qui doit être développé. Les activités de pleine nature attirent, les personnes restent plusieurs jours. Au niveau de l'hébergement, beaucoup de réservations de dernière minute ont été observées. Une belle arrière-saison a eu lieu en septembre 2021. Les agents de l'Office de Tourisme ont donné de leur temps, y compris en distanciel. L'Office de Tourisme a évolué, et a innové avec la vente de produits locaux, qui fonctionne très bien. Il sera rapidement nécessaire de trouver une surface plus importante, et les recherches sont déjà en cours sur Saintes.

Monsieur Jean-Philippe MACHON ne peut que se réjouir de constater la bonne santé financière de l'EPIC. Cependant, un bénéfice de l'ordre de 120 000 euros et une trésorerie de 185 000 euros apparaissent élevés. Il suppose qu'un certain nombre de dépenses ont dû être repoussées en 2020 du fait du Covid, et souhaite savoir si cette réserve va être utilisée en 2021 ou 2022 pour booster l'activité.

Monsieur Alexandre GRENOT explique que 120 000 euros proviennent de la fin de l'association. Plus de dépenses ont été effectuées en matière de communication.

Monsieur Pierre DIETZ remarque que l'accueil constitue le cœur d'une politique touristique. En tant qu' élu communautaire, il aurait apprécié que le maire qui accueille la réunion de ce soir puisse présenter sa commune, et expliquer les dossiers en cours et les difficultés qu'il rencontre. Par ailleurs, le rapport d'activité mentionne l'objectif de « proposer une nouvelle stratégie d'accueil », et il demande s'il a été possible de mettre en place cette nouvelle stratégie en 2021.

Monsieur Alexandre GRENOT explique que la nouvelle stratégie a été de proposer des produits au travers d'une boutique de produits locaux. Elle fonctionne très bien.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE repose sa question concernant la politique à plusieurs années, et souhaite également savoir quelle est l'ambition écologique dans ce projet, et quels sont les liens prévus avec les autres pôles d'attraction touristiques situés en dehors de la CDA.

Monsieur Alexandre GRENOT indique qu'une commission va être créée concernant la marque de territoire. Jusqu'alors, les problèmes quotidiens ont été gérés. L'EPIC n'est pas évident à faire fonctionner, et la situation a été compliquée par la crise sanitaire puis les inondations. Les événements se calment, et cela va permettre de retravailler plus sereinement sur la marque de territoire avec l'EPIC, la CDA et la ville. Un travail doit être mené sur un plan pluriannuel, qui n'est pas encore disponible actuellement. Il existe néanmoins une stratégie de promotion du territoire et de commercialisation, de gestion des équipements et d'accompagnement des prestataires touristiques. Les relations avec les autres pôles touristiques sont chapeautées par Charentes Tourisme. Parmi le catalogue de destinations, il existe des partenaires qui sont d'autres CDC.

Monsieur David MUSSEAU précise que ROUFFIAC est situé sur cet axe de la Flow vélo. Il partage tout à fait les chiffres avancés par Alexandre GRENOT concernant la forte augmentation de la fréquentation. Il a apprécié l'aide de la CDA, et en est demandeur pour les années à venir.

Monsieur Alexandre GRENOT rapporte les chiffres du camping de Chaniers. Certains soirs, une cinquantaine de vélotouristes venaient planter leur tente. La Flow vélo passe rive gauche, mais il existera des boucles. Tout le territoire est gagnant.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'article R133-13 du code du tourisme précise que « Le directeur de l'office de tourisme fait chaque année un rapport sur l'activité de l'office qui est soumis au comité de direction par le président, puis au conseil municipal ou à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » rappelle cette procédure.

La modification de statut juridique de l'Office de Tourisme, passé en Etablissement Public Industriel et Commercial au 1^{er} octobre 2019 a nécessité l'adaptation du fonctionnement global de la structure à partir du dernier trimestre 2019 afin de transposer un fonctionnement associatif en fonctionnement public. Par conséquent, le rapport d'activité présente l'activité du 1^{er} octobre 2019 au 30 décembre 2020.

En 2020, la filière touristique et l'activité de l'Office de Tourisme ont été largement impactées par la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID19. On note une baisse significative de fréquentation de 52% de l'espace d'accueil situé Place Bassompierre soit 38 502 clients accueillis en 2020.

Afin de relancer l'activité touristique, une campagne de communication estivale a été lancée pour donner envie aux clientèles de découvrir la Saintonge. Entre campagnes d'affichage, radio, réseaux sociaux et opération blogueurs, c'est un plan de communication de plus de 30 000€ qui a été mené sur cette période.

Les activités gérées par l'Office de Tourisme dont la Gabare, les visites guidées et la location des bateaux électriques ont été adaptées et l'offre réduite de 60%. La Gabare a vu un taux de remplissage de 93%, supérieur à 2019 et les visites guidées montre un record de fréquentation à +24%.

La plupart des journées réservées par des groupes constitués pour découvrir la Saintonge ont été annulées avec 131 annulations sur l'année 2020.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu le Code du Tourisme et notamment l'article R.133-13,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire de la CDA de Saintes du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 8 qui précise que le directeur établit chaque année un rapport d'activité de l'office qui est soumis au Comité de direction par le Président, puis au Conseil Communautaire,

Vu la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 6,

Vu la délibération n°2021-15 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 28 juin 2021 approuvant le rapport d'activité 2019-2020 présenté en comité de direction le 28 juin 2021 et annexé à la présente délibération,

Considérant que le rapport d'activité présenté est établi du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020 compte-tenu du changement de statut juridique de l'Office de Tourisme à cette date et de l'activité de structuration de cet outil sur les 3 derniers mois de l'année 2019,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2019-2020 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » approuvé par son comité de direction en date du 28 juin 2021.
- **de charger** Monsieur le Président d'effectuer toutes les formalités nécessaires à la mise à disposition du rapport et de signer tout document à cet effet

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activité 2019-2020 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » approuvé par son comité de direction en date du 28 juin 2021.
- **CHARGE** Monsieur le Président d'effectuer toutes les formalités nécessaires à la mise à disposition du rapport et de signer tout document à cet effet

par :

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 9 élus ne prennent pas part au vote (M. Alexandre GRENOT, Mme Marie-Line CHEMINADE en son nom et celui de Mme Evelynne PARISI, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Agnès POTTIER, M. Gaby TOUZINAUD, M. Gérard PERRIN, M. Joseph DE MINAC et M. Frédéric ROUAN)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2021-162. Création de la commission locale du site patrimonial remarquable de la ville de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'en 2017, la loi instaurait les sites patrimoniaux remarquables. En 2018, la ville de Saintes s'engageait dans cette démarche et créait une commission locale en 2019. Suite au renouvellement des instances, il est nécessaire de renouveler également cette commission, composée de quinze membres. Le Président de l'Agglomération en est d'office le Président. La commission est composée de trois collègues, un collègue d'élus, un collègue associatif ainsi qu'un collègue composé des personnes qualifiées. Suite à la prise de compétence PLU et documents d'urbanisme par l'Agglomération au 1^{er} janvier 2020, il revient à la CDA de composer cette commission. Les élus sont nommés par le Président, en revanche pour ce qui est des deux autres collègues, les noms sont proposés au Préfet, qui les valide ou non. Le Préfet a été destinataire des propositions, qu'il a validées durant l'été.

Il rappelle la composition de chaque collège ainsi que les suppléants. La plupart étaient déjà membres de cette commission. Son rôle est d'être consultée sur l'élaboration, la révision ou la modification des plans applicables au SPR.

Monsieur Pierre MAUDOUX remarque que Monsieur le Président est Président de cette commission, et lui demande ce qui fait qu'il occupe de plus en plus de fonctions, tant au niveau de la municipalité que dans le cadre de la CDA.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS répond que le Président de l'EPCI est membre et Président de droit de cette commission. Ce point est prévu par la loi.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite loi LCAP, du 7 juillet 2016 est rendue applicable par le décret n°2017-456 du 29 mai 2017 et institue en lieu et place des secteurs sauvegardés les Sites Patrimoniaux remarquables (SPR).

La modification du Site Patrimonial Remarquable (SPR) a été engagée par la ville de Saintes en septembre 2018. Une Commission Locale du Site patrimonial Remarquable (CLSPR), commission rendue obligatoire par la loi LCAP de 2016, avait été mise en place par délibération du conseil municipal en septembre 2019. Cette commission doit être consultée sur la modification des plans relatifs au SPR et doit assurer le suivi de leur mise en œuvre après leurs adoptions. La commission est également consultée pour tous les projets importants situés dans le périmètre du SPR.

Suite au transfert de la compétence « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » au 1er janvier 2020, la CDA est devenue compétente pour créer une nouvelle commission locale du SPR.

Le décret définit les membres de droit de la commission locale du SPR de la façon suivante : le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le préfet, le maire de la commune concernée, le directeur des affaires culturelles et l'architecte des bâtiments de France.

En outre le décret fixe, avec un nombre maximum de 15 titulaires et 15 suppléants, trois collèges composés du même nombre de personnes : un collège d'élus, un collège d'associations du patrimoine et un collège de personnes qualifiées.

Après avoir consulté le Préfet qui a agréé cette nouvelle commission locale du SPR de Saintes, il est proposé la composition suivante pour une commission de 12 membres titulaires et 12 membres suppléants :

- Collège des élus :

<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>
<i>M. MARCHAIS - Vice-Président</i>	<i>M. ROUAN - Vice-Président</i>
<i>M. TERRIEN - Conseiller communautaire</i>	<i>Mme CAMBON - Vice-Présidente</i>
<i>Mme CHEMINADE - Vice-Présidente</i>	<i>Mme LIBOUREL - conseillère communautaire</i>
<i>Mme TOUSSAINT - conseillère communautaire</i>	<i>M. GRELLIER - Vice-Président</i>

- Collège des associations :

<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>
<i>MEDIATION - Cécile TRÉBUCHET</i>	<i>Académie de Saintonge - Marc SEGUIN - historien</i>
<i>Société d'archéologie et d'histoire de Charente-Maritime - Louis MAURIN - archéologue</i>	<i>Société d'archéologie et d'histoire de la Charente-Maritime - Michèle LE BROZEC - Présidente</i>
<i>Fondation du Patrimoine - Mme MEYER</i>	<i>Association des chemins de Saint-Jacques - François COQUINOT - Membre du conseil d'administration</i>
<i>La demeure historique - Aymeric de MONTAULT - Délégué département 17</i>	<i>Vieilles maisons françaises - Fabrice GUEILERS - délégué départemental 17</i>

- Collège des personnes qualifiées

Titulaires	Suppléants
Conservatoire Régional des Espaces Naturels - Jean-Philippe MINIER - Paysagiste	Christophe MORIN - Paysagiste - Bureau d'études
SEMIS - Christine MOUNIER	ANAH - Lionel RIZZO
Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Michel GALLICE - Architecte	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Jocelyne PLAIRE - Architecte
Christian GEINSBEITEL - Maître de conférences des universités de Bordeaux Montaigne	Frédéric CHASSEBOEUF - historien du patrimoine - guide conférencier

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code du patrimoine,

Vu la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite loi LCAP, du 7 juillet 2016 instituant en lieu et place des secteurs sauvegardés les sites patrimoniaux remarquables (SPR),

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif à la loi LCAP du 7 juillet 2016,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2018-130 du conseil municipal du 26 septembre 2018 relative à la prescription de la modification du Site Patrimonial Remarquable,

Considérant que la loi LCAP a également renforcé le rôle des commissions nationales et régionales et rendu obligatoire la création d'une Commission Locale (CL) dans chaque SPR,

Considérant qu'il est nécessaire de créer la commission locale du SPR dans la mesure où une procédure de modification du Site Patrimonial Remarquable est engagée,

Considérant que les nouvelles commissions locales sont consultées sur l'élaboration, la révision ou la modification des plans applicables aux SPR et qu'elles assurent le suivi de leur mise en œuvre après leurs adoptions.

Considérant que l'article L631-3 du code du patrimoine définit la composition des commissions locales comme suit :

- *Membres de droit :*
 - *Le Président de la CDA de Saintes (Président de la commission)*
 - *Le Maire de Saintes*
 - *Le Préfet du département de Charente-Maritime*
 - *Le Directeur de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)*
 - *l'Architecte des Bâtiments de France (ABF)*
- *Trois collèges, composés en nombre égaux (5 maximum par collège) et pour chacun des membres nommés un suppléant est désigné dans les mêmes conditions, à savoir :*
 - *Collège d'élus de l'EPCI*
 - *Collège de représentants d'association ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine,*
 - *Collège des personnes qualifiées.*

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation du collège d'élus de la CDA et qu'il est proposé les membres suivants :

<i>M. MARCHAIS - Vice-Président</i>	<i>M. ROUAN - Vice-Président</i>
<i>M. TERRIEN - Conseiller communautaire</i>	<i>Mme CAMBON - Vice-Présidente</i>
<i>Mme CHEMINADE - Vice-Présidente</i>	<i>Mme LIBOUREL - Conseillère communautaire</i>
<i>Mme TOUSSAINT - Conseillère communautaire</i>	<i>M. GRELLIER - Vice-Président</i>

Considérant que lors de la première tenue de la commission locale du site patrimonial remarquable un règlement intérieur, dont un projet est annexé à la présente (annexe1), devra être approuvé,

Considérant que le Préfet a été consulté le 18 août 2021 et agréé cette nouvelle commission locale du SPR,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la création de la commission locale du SPR.

- **d'approuver** la composition de la commission locale du SPR telle que mentionnée ci-dessus :

Sont élus :

Titulaires	Suppléants
M. MARCHAIS - Vice-Président	M. ROUAN- Vice-Président
M. TERRIEN - Conseiller communautaire -	Mme CAMBON - Vice-Présidente
Mme CHEMINADE - Vice-Présidente	Mme LIBOUREL - Conseillère communautaire
Mme TOUSSAINT - Conseillère communautaire	M. GRELLIER - Vice-Président

Sont désignés, après accord du Préfet, les représentants d'associations, les personnes qualifiées et leurs suppléants, suivantes :

Les associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine sont :

Titulaires	Suppléants
MEDIATION - Cécile TRÉBUCHET	Académie de Saintonge - Marc SEGUIN - historien
Société d'archéologie et d'histoire de Charente-Maritime - Louis MAURIN - archéologue	Société d'archéologie et d'histoire de la Charente-Maritime - Michèle LE BROZEC - Présidente
Fondation du Patrimoine - Mme MEYER	Association des chemins de Saint-Jacques - François COQUINOT - Membre du conseil d'administration
La demeure historique - Aymeric de MONTAULT - Délégué département 17	Vieilles maisons françaises - Fabrice GUEILERS - délégué départemental 17

Les personnes qualifiées sont :

Titulaires	Suppléants
Conservatoire Régional des Espaces Naturels - Jean-Philippe MINIER - Paysagiste	Christophe MORIN - Paysagiste - Bureau d'études
SEMIS - Christine MOUNIER	ANAH - Lionel RIZZO
Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Michel GALLICE - Architecte	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Jocelyne PLAIRE - Architecte
Christian GEINSBEITEL - Maître de conférences des universités de Bordeaux Montaigne	Frédéric CHASSEBOEUF - historien du patrimoine - guide conférencier

- **de prendre acte** du projet de règlement ci-joint, qui fera l'objet d'un examen et d'une approbation lors de la première tenue de la commission locale du SPR.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-163. Modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Pisany

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que le 27 novembre 2020, une procédure de modification a été engagée. Cette modification concerne deux aspects réglementaires du PLU. Le premier concerne la zone UE, qui était une zone de centre-bourg qui accueillait des équipements publics. La modification du règlement vise à autoriser l'implantation de commerces dans cette zone afin de densifier le centre-bourg. Le deuxième point concerne la zone NE, qui correspond au terrain de football. Elle était destinée à accueillir principalement des équipements sportifs. La modification du règlement viserait à pouvoir accueillir des équipements publics.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE votera contre cette délibération, non pas parce qu'elle est opposée à la densification du centre-ville, mais parce que le terrain de football était une zone agricole. Elle considère que les zones agricoles doivent le demeurer.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que la zone NE n'est pas une zone agricole. Il s'agit d'une zone recevant des équipements publics. Un travail est mené au niveau du PLU de Pisany en ce qui concerne la densification. Il ne s'agit pas d'extension.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a confondu avec la délibération suivante. Elle est favorable à la densification du centre-bourg.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise qu'il n'est pas possible de disposer d'un avis de l'État sur cette modification, puisque la consultation est lancée du 13 octobre au 15 novembre. Durant cette période, les personnes publiques associées rendront leur avis. Pour le moment, il n'existe pas d'avis de la chambre d'agriculture.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle qu'une procédure de modification simplifiée a été engagée sur le Plan Local d'Urbanisme de Pisany par arrêté du président en date du 27 novembre 2020. Cette procédure a pour objet l'adaptation du règlement de la zone UE afin d'y autoriser les constructions à destinations commerciales et de services. Elle a également pour objet d'éclaircir une partie réglementaire de la zone NE afin que seules les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif y soient autorisées.

Après envoi du dossier à la Mission Régionale d'Autorité environnementale et aux Personnes Publiques Associées (PPA) pour avis, le code de l'urbanisme prévoit que le dossier soit mis à disposition du public pendant 1 mois avec un registre d'observations. Cette mise à disposition du public aura lieu du 13 octobre 2021 au 15 novembre 2021 au siège de la CDA, 4 avenue de Tombouctou, à la mairie de Pisany et sur le site internet de la CDA.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pisany approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 décembre 2013,

Vu l'arrêté n°2020-1413 du Président en date du 27 novembre 2020, transmis au contrôle de légalité le 27 novembre 2020, portant modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Pisany

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet, comme précisé par le rapporteur, l'adaptation du règlement de la zone UE afin d'y autoriser les constructions à destinations commerciales

et de services ainsi que l'éclaircissement de la partie réglementaire de la zone NE afin que seules les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif y soient autorisées,

Considérant que l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations et qu'il revient désormais au Conseil Communautaire de préciser les modalités de cette mise à disposition,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de mettre** le dossier comprenant le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, à la disposition du public du 13 octobre 2021 au 15 novembre 2021.

- **d'approuver** les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU Pisany comme suit :

- Affichage de la présente délibération huit jours avant et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier au public au siège de la Communauté d'agglomération (CDA) de Saintes, 4 avenue de Tombouctou à Saintes et à la mairie de Pisany, 3 Avenue Jean de Vivonne à Pisany,
- Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
- Mise à disposition du dossier pour consultation au siège de la CDA de Saintes, 4 avenue de Tombouctou à Saintes et à la mairie de Pisany, 3 Avenue Jean de Vivonne à Pisany aux jours et heures d'ouverture du 13 octobre 2021 au 15 novembre 2021,
- Mise à disposition du dossier sur le site internet de la CDA de Saintes www.agglo-saintes.fr,
- Mise à disposition de registres afin de recueillir les observations du public pendant les jours et heures d'ouverture au siège de la CDA de Saintes et à la mairie de Pisany,
- Pendant la période de mise à disposition, les observations du public pourront également être envoyées par écrit à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes - 4 avenue de Tombouctou, CS 90316, 17108 Saintes Cedex ou par mail à l'adresse suivante : consultation-plu@agglo-saintes.fr en précisant l'objet suivant « Modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany ».

A l'expiration du délai de mise à disposition du public, le Président de la communauté d'agglomération de Saintes en présentera le bilan au Conseil Communautaire qui en délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public et des avis des personnes publiques associées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-164. Lancement de la mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant par la déclaration de projet

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'il s'agit de modifier le PLU de Saint-Sauvant pour permettre l'accueil d'une entreprise, déjà propriétaire de l'ancien terrain de football. Un chai de stockage est présent, et la modification du PLU vise à autoriser la création de quatre autres chais de stockage. Le premier chai a pu être installé car il s'agit d'une zone agricole, et le projet était porté par une entreprise agricole. Cette fois-ci, la demande est effectuée par l'entreprise Merlet, qui n'est pas une société à vocation uniquement agricole. Il est donc nécessaire de modifier le règlement, et de passer par une déclaration de projet. Cette déclaration a pour objectif de démontrer l'intérêt général du projet, sur lequel il sera nécessaire d'argumenter, et de mettre le PLU de Saint-Sauvant en compatibilité en transformant cette zone agricole en zone UX ou UY pour accueillir ces bâtiments.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE va voter contre cette délibération. Il est nécessaire de conserver des zones agricoles, et à chaque fois qu'une zone agricole est supprimée, elle n'est pas remplacée. Les terrains agricoles et les agriculteurs seront nécessaires pour nourrir la population.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS souligne qu'il s'agit d'une entreprise phare, dans une filière qui emploie de nombreuses personnes. Actuellement, l'entreprise Merlet entrepose des éléments à l'intérieur du bourg de Saint-Sauvant, ce qui ne respecte pas vraiment les règles de sécurité. L'installation de ces chais de stockage dans un endroit isolé permettrait d'assurer la sécurité des habitants de Saint-Sauvant, et également de limiter le déplacement de camions à l'intérieur du bourg.

Monsieur le Président ajoute que la compétence économique est l'une des premières compétences de l'Agglomération. Il est question d'un terrain de football non utilisé, et qu'il est indispensable de garder le savoir-faire de Merlet sur notre territoire. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur explique que la distillerie Merlet, pour son développement, souhaite construire de nouveaux chais de vieillissement sur l'ancien terrain de foot de la commune. Cependant, ce terrain est classé en zone Agricole dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune : la construction des chais de stockage, à vocation économique car les produits stockés sont issus de diverses exploitations, ne peut donc avoir lieu en l'état du PLU.

Il est donc proposé de mettre en œuvre une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Sauvant. Cette procédure peut être utilisée pour des projets d'intérêt général. Cette procédure comprendra deux parties :

- 1. La démonstration de l'intérêt général du projet*
- 2. La mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant avec le projet.*

Conformément au code de l'urbanisme, la procédure sera menée par le président de la communauté d'agglomération et une réunion d'examen conjoint à laquelle seront conviées les personnes publiques associées aura lieu avant l'enquête publique. La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant sera ensuite approuvée par le conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2, L.153-54 et suivants, R.153-13, R.153-15 et L.300-6,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Sauvant approuvé par délibération du conseil municipal en date du 02/10/2017,

Considérant la prise de compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » par la Communauté d'Agglomération de Saintes intervenue le 1^{er} janvier 2020,

Considérant que le projet de construction de chais présente un intérêt économique pour le territoire : la distillerie Merlet est une entreprise familiale implantée à Saint-Sauvant depuis plus de 40 ans ; la construction de ces chais supplémentaires permettra d'assurer le développement de l'entreprise et de l'emploi et permettra à l'économie locale de se renforcer. De plus, le projet permettra de sortir du bourg un chai de vieillissement qui pose problème en termes de sécurité pour le voisinage.

Considérant que le projet de construction de chais nécessite une mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant pour les raisons suivantes :

- L'implantation des chais est prévue en zone agricole. Or, il s'agit d'une activité à vocation économique non autorisée : le règlement du PLU doit donc évoluer pour permettre cette implantation.

Considérant qu'en application de l'article R.153-15 du Code de l'Urbanisme, le Président de l'organe délibérant de l'établissement public est chargé de mener la procédure de mise en compatibilité,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique, conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la procédure fera l'objet d'une concertation,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

1. **d'engager** une procédure de déclaration de projet prévue aux articles L.300-6, R.153-15 et L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme portant sur l'intérêt général de la construction de chais situés à Saint-Sauvant avec mise en compatibilité du document d'urbanisme, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Sauvant.
2. **de préciser** que les objectifs poursuivis par cette procédure sont les suivants :
 - Justification de l'intérêt général de l'opération,
 - Adaptations réglementaires au regard du projet.
3. **de soumettre** le projet conformément aux articles L.153-54 et R.153-13 du code de l'urbanisme à l'examen conjoint de l'Etat (M. Le Préfet et les services de l'Etat associés à sa demande), de la commune de Saint-Sauvant et des personnes publiques associées mentionnées ci-dessous avant l'organisation d'une enquête publique :
 - M. le Président du Conseil Régional
 - Mme la Présidente du Conseil Départemental
 - Le Syndicat mixte du Pays de Saintonge romane, en charge du Schéma de Cohérence Territoriale
 - La Chambre de Commerce et d'Industrie
 - La Chambre des Métiers
 - La Chambre d'Agriculture.
4. **de préciser** que les modalités de concertation seront les suivantes :
 - Mise à disposition du public au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Saint-Sauvant d'un dossier complété au fur et mesure de l'avancée de l'étude et d'un registre ou d'un cahier où les observations pourront être consignées,
 - Mise à disposition d'une adresse mail consultation-plu@agglo-saintes.fr où le public pourra faire parvenir ses remarques ou observations en précisant l'objet « Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant »
 - L'organisation d'une réunion publique
 - La publication d'au moins un article dans le bulletin municipal de Saint-Sauvant.
5. **de charger** le Président de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tout document nécessaire dans le cadre de cette procédure.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA de Saintes, à la mairie de Saint-Sauvant durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la CDA de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-165. Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bussac-sur-Charente

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que cette modification concernait une erreur matérielle du plan, et avait pour but de permettre l'installation d'une résidence services pour personnes âgées dans un secteur destiné à l'urbanisation. Il était nécessaire de modifier légèrement le règlement pour que cela soit possible. La mise à disposition du public a eu lieu pendant l'été. Un avis de la DDTM a été pris en compte dans la modification

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le Président de la communauté d'agglomération a engagé la modification simplifiée du PLU de Bussac-sur-Charente par arrêté n°20-1021 en date du 26 juin 2020.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure de modification sont les suivants :

- *adaptation du règlement de la zone 1AU et de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur la zone « Aux Bacheliers » afin d'assurer la cohérence d'aménagement de la zone en lien avec l'implantation d'une résidence pour personnes âgées autonomes,*
- *modification du règlement de la zone A afin d'adapter la règle sur les toitures des bâtiments agricoles,*
- *reconsidération de l'emplacement réservé n°6,*
- *correction d'une erreur matérielle : l'ensemble des voies de la commune ont été laissées en blanc alors qu'il conviendrait de les classer dans la même zone que les parcelles qui les entourent.*

Le projet a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au cas par cas sur la nécessité de mener une évaluation environnementale. Une décision de la MRAE, en date du 8 juin 2021, précise que la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Bussac-sur-Charente n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme. Les avis suivants ont été émis :

- *Un avis favorable de la Chambre d'agriculture en date du 13 juillet 2021*
- *Un avis favorable de la SNCF en date du 13 juillet 2021*
- *Un avis favorable avec réserves de la Préfecture de Charente-Maritime en date du 26 juillet 2021*
- *Un avis favorable de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) en date du 29 juillet 2021*

Le projet a été mis à la disposition du public du 02 août 2021 au 03 septembre 2021. Aucune observation écrite n'a été déposée sur les registres mis à disposition à la mairie de Bussac-sur-Charente et au siège de la CDA ni envoyée par courrier ou mail.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R.153-20 et R.153-21,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise en Sous-Préfecture le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bussac-sur-Charente approuvé par délibération du conseil municipal en date du 03/04/2017,

Vu l'arrêté n°20-1021 du Président de la communauté d'agglomération en date du 26 juin 2020 décidant de lancer la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bussac-sur-Charente,

Vu la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R104-28 du code de l'urbanisme, de la MRAE de Nouvelle Aquitaine en date du 8 juin 2021 concluant que la modification simplifiée du PLU de Bussac-sur-Charente n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération n°CC_2021_143 du conseil communautaire du 6 juillet 2021 définissant les modalités de mise à disposition du dossier au public,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet d'adapter le règlement de la zone 1AU et de l'OAP sur la zone « Aux Bacheliers » afin d'assurer la cohérence d'aménagement de la zone en lien avec l'implantation d'une résidence pour personnes âgées autonomes, de modifier le règlement de la zone A afin d'adapter la règle sur les toitures des bâtiments agricoles, de reconsidérer l'emplacement réservé n°6 et de corriger une erreur matérielle,

Considérant la publicité faite dans le journal Sud-Ouest en date du 22 juillet 2021,

Considérant la mise à disposition du dossier au public au siège de la CDA, à la mairie de Bussac-sur-Charente et sur le site internet de la CDA du 2 août 2021 au 3 septembre 2021 inclus,

Considérant l'affichage à la CDA, à la mairie de Bussac-sur-Charente, sur le site internet de la CDA et de la commune de Bussac-sur-Charente de l'avis de mise à disposition au public à compter du 23 juillet 2021 et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier,

Considérant que quatre avis favorables dont un avec réserves ont été émis par les Personnes Publiques Associées,

Considérant qu'aucune observation n'a été émise sur le projet de modification simplifiée dans les registres mis à disposition du public au siège de la CDA et à la mairie de Bussac-sur-Charente ou transmise par mail,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Bussac-sur-Charente tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de tirer** le bilan de la concertation.
- **d'approuver** la modification simplifiée n°1 du PLU de Bussac-sur-Charente telle qu'elle est jointe à la présente délibération.
- **d'acter**, que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA et à la mairie de Bussac-sur-Charente pendant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'acter**, que conformément à l'article L153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-166. Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Varzay

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que cette modification consistait à échanger deux zones bleues, une zone 1AU et une zone 2AU. Cette dernière aurait dû s'ouvrir lorsque la zone 1AU était complète. Des

problèmes de maîtrise foncière sont observés sur cette zone 1AU. L'objet de la modification est d'échanger ces deux zones.

Monsieur Pierre MAUDOUX observe que cette délibération concerne le bois Pineau, qui est un espace naturel. Il demande s'il s'agit d'un espace boisé.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'avant la modification, un avis a été demandé à la MRAE, qui a estimé qu'une évaluation particulière n'était pas nécessaire.

Madame Éliane TRAIN précise que l'appellation le bois Pineau correspond à un lieu-dit, il n'y a jamais eu de bois à cet endroit. Il est situé dans le prolongement d'un lotissement déjà existant. La partie qui apparaît en bleu clair va être supprimée en tant que lotissement, elle ne sera utilisée que pour des maisons individuelles.

Monsieur Pierre MAUDOUX s'inquiète de la proximité de l'Arnoult. Des phénomènes météorologiques importants sont observés.

Madame Éliane TRAIN précise que la zone est située bien plus loin que le lotissement déjà existant. Une inondation à cet endroit est impossible.

Monsieur Pierre MAUDOUX souligne qu'une surface imperméable augmentera le ruissellement des eaux en cas d'incident.

Madame Éliane TRAIN estime que certains endroits sont bien plus en difficultés du point de vue des inondations. Lors de l'élaboration du PLU, certains endroits ont été classés en zones inondables alors qu'ils étaient en zone constructible. Ces zones ont été retirées du PLU, ce qui a généré du mécontentement. La commune de Varzay respecte l'environnement, et essaie de faire au mieux pour sa population.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE relève un avis défavorable de la Chambre d'Agriculture, ainsi que de la Préfecture de la Charente-Maritime.

Madame Éliane TRAIN précise que ces deux autorités émettent systématiquement un avis défavorable lorsqu'une construction est demandée.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS ajoute que l'avis de la Préfecture concerne l'OAP, et portait sur un détail d'écriture. Lorsque les personnes publiques associées émettent un avis défavorable, un argumentaire doit leur être renvoyé pour indiquer de quelle manière leurs remarques sont prises en compte. Cela a été fait, et c'est la raison pour laquelle la modification du PLU de Varzay est proposée.

Monsieur Daniel DE MINAC confirme les propos de Madame Éliane TRAIN concernant les avis de la Chambre d'Agriculture. Il souhaite savoir si une demande a déjà été reçue pour réaliser le lotissement.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS répond que la partie du bas est déjà urbanisée, et qu'il existe des demandes pour la suite.

Monsieur Daniel DE MINAC considère qu'une étude loi sur l'eau est obligatoire.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS répond que tout dépend de la surface. Si celle-ci est supérieure à un hectare, il y aura bien une demande loi sur l'eau.

Madame Éliane TRAIN assure que Monsieur le Maire fait son travail correctement, en respectant les lois et l'environnement.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la commune de Varzay a engagé une modification de son Plan Local d'Urbanisme par arrêté du maire du 27 mai 2019 et délibération du conseil municipal du 28 mai 2019.

Suite au transfert de la compétence documents d'urbanisme au 1er janvier 2020, la procédure a été poursuivie par la Communauté d'Agglomération.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure de modification sont les suivants :

- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU « Le Bois Pineau »,

- Classement de la zone 1AU « La Grande Combe » en zone 2AU afin d'échelonner dans le temps l'ouverture à l'urbanisation des zones d'urbanisation future.

Le projet a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au cas par cas sur la nécessité de mener une évaluation environnementale. Une décision de la MRAE en date du 12 janvier 2021 précise que la procédure de modification n°1 du PLU de Varzay n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme. Les avis suivants ont été émis :

- Un avis défavorable de la Chambre d'agriculture en date du 16 février 2021 en raison d'une urbanisation d'abord en extension (« Le Bois Pineau ») avant une urbanisation en densification (« La Grande Combe »),
- Un avis favorable avec réserve du Département de la Charente-Maritime en date du 26 février 2021,
- Un avis favorable de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIRA) en date du 11 mars 2021,
- Un avis défavorable de la Préfecture de Charente-Maritime en date du 15 mars 2021 en raison d'éléments à compléter et justifier par rapport au schéma de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) et de manque de justification de la compatibilité du document au SCoT.

L'ensemble des avis et leur prise en compte est recensé dans l'annexe 1 à cette délibération.

Le projet a été soumis à enquête publique du 28 juin 2021 au 31 juillet 2021. Trois observations écrites ont été déposées sur les registres. Les réponses apportées à chacune des remarques sont présentées en annexe à la délibération.

La note de présentation et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont été modifiées pour répondre aux remarques de la Préfecture de Charente-Maritime et du Département.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R.153-20 et R.153-21,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise en Sous-Préfecture le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Varzay approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30/09/2014,

VU l'arrêté du maire de Varzay en date du 27 mai 2019 décidant de lancer la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Varzay,

Vu la délibération du conseil municipal de Varzay du 28 mai 2019 justifiant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU,

Vu la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, de la MRAE de Nouvelle Aquitaine en date du 12 janvier 2021 concluant que la modification du PLU de Varzay n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté n°ARR_2021_24 du Président de la communauté d'agglomération en date du 4 juin 2021 organisant l'enquête publique,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 28 juin 2021 au 31 juillet 2021,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur mis à disposition du public à la CDA le 02/09/2021 pour une durée d'un an,

Vu le projet de modification du PLU annexé à la présente délibération,

Considérant que les observations formulées par le public et les personnes publiques associées au projet de PLU ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été examinées et sont traitées dans l'annexe 1,

Considérant que les avis des personnes publiques associées justifient les modifications mineures du projet de modification telles qu'elles sont récapitulées en annexe n°1,

Considérant l'avis favorable sous réserve de prendre en compte l'avis du Département émis par le commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU,

Considérant que le projet de modification du PLU de Varzay tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la modification du PLU de Varzay tel qu'il est joint à la présente délibération.
- **d'acter**, que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA et à la mairie de Varzay pendant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'acter**, que conformément à l'article L153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

RESSOURCES HUMAINES

2021-167. Modifications du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que cette modification concerne deux points essentiels, le recrutement via les mobilités internes et externes, et les avancements de grades. Il s'agit d'adapter les horaires d'un poste d'agent d'accueil, et de créer un poste de directeur général adjoint au service pour le pôle population, politique éducative et cohésion territoriale. Une personne a également bénéficié d'une mobilité interne, et la personne qui la remplace ne disposait pas du même grade. Celui-ci doit être réajusté. Ensuite, les avancements de grades concernent 38 agents sur l'ensemble de la collectivité.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a noté qu'il était possible de disposer d'un organigramme pour l'EPIC. Elle souhaite savoir s'il sera possible d'obtenir un organigramme pour le fonctionnement de la CDA ainsi que pour celui de la mairie. Il est très difficile de comprendre les missions de chacun.

Madame Marie-Line CHEMINADE confirme que lors du Comité Technique, il avait été indiqué que l'organigramme serait à disposition sur le site. Il n'est pas encore prêt, et sera disponible en ligne lorsque cela sera le cas.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Après avis favorable du comité technique du 15 septembre 2021, il est proposé de modifier le tableau des effectifs, ce qui permettra :

- *De finaliser les procédures de recrutement*
- *De faciliter les mobilités internes/externes*
- *De permettre les avancements de grade 2021*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

*Vu l'avis du Comité technique du 15 septembre 2021,
1/ Recrutements - Mobilités internes/externes*

Considérant les besoins de la Direction des Solidarités

Vu les délibérations n°2021-26 du 1er mars 2021 et n°2021-135 du 6 juillet 2021 portant création d'un emploi non permanent d'adjoint administratif à temps non complet à hauteur de 19 heures par semaine pour assurer les missions d'agent d'accueil et administratif du point d'accès au droit (PAD),

Considérant que l'agent retenu pour occuper ce poste a été recruté sur la base d'un contrat de projet,

Considérant le courrier d'observations de la préfecture de la Charente-Maritime en date du 29 juin 2021 indiquant que le poste d'agent d'accueil et administratif du PAD correspond à une activité normale et durable de la Communauté d'Agglomération de Saintes et non à un besoin non permanent,

Considérant qu'il convient donc de requalifier l'emploi non permanent initialement créé en emploi permanent,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le temps de travail du poste d'agent d'accueil et administratif du PAD en passant de 19 heures par semaine à 22 heures hebdomadaires afin de prendre en compte les besoins de service du PAD,

Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines

Considérant la vacance d'un poste à la Direction des Ressources humaines suite à une mobilité interne,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement, le candidat retenu est titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Considérant les besoins de la Direction générale

Considérant le projet politique des élus de la Communauté d'Agglomération de Saintes et le nouvel organigramme des services de l'établissement, il est nécessaire de créer un poste de Directeur Général

Adjoint - service population, politique éducative et cohésion territoriale poste de catégorie A, filière administrative, cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet,

Considérant qu'afin de prendre en compte tous ces mouvements de personnel, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
FILIERE ADMINISTRATIVE		
Adjoint administratif	+ 1 TNC (22heures)	
Adjoint administratif (poste non permanent)		1 TNC (19heures)
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Adjoint administratif		- 1 TC
Emploi de catégorie A - filière administrative	+1 TC	

2/ Avancements de grade

Vu la délibération n° 2019-94 du Conseil Communautaire du 23 mai 2019 approuvant les ratios d'avancement « promu-promouvables,

Vu le tableau annuel d'avancement de grade au titre de l'année 2021,

Considérant qu'il convient de créer au tableau des effectifs les postes correspondant à l'ensemble de ces avancements, tous services confondus, à compter du 1^{er} octobre 2021, comme suit :

Budget principal
(33 postes)

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint administratif		-2 TC
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	+ 2 TC	-2 TC
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	+ 2 TC	
Rédacteur		-1 TC
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	+ 1TC	-2 TC
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	+ 2TC	
Adjoint technique		-5 TC
Adjoint technique		-1 TNC (18h)
Adjoint technique		-1 TNC (29h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 5 TC	-1 TC
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (18h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (29h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1 TNC (27h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1 TNC (31h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1 TNC (30h)
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (27h)	
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (31)	
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (30h)	
Agent de maitrise		-2 TC
Agent de maitrise principal	+ 2 TC	
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe		-2 TC
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe		-1 TNC (32,5h)
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	+ 2TC	
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (32,5h)	
Educateur de jeunes enfants		-1 TC
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	+ 1 TC	
Cadre de santé de 1 ^{ère} classe		-1 TC
Cadre supérieur de santé	+1 TC	
Adjoint d'animation		-1 TC
Adjoint d'animation		-1 TNC (28,2h)
Adjoint d'animation		-1 TNC (20,5h)
Adjoint d'animation		-1 TNC (28h)
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TC	-1 TC
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (28,2h)	

Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (20,5h)	
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (28h)	
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TNC (24h)
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (24h)	
Educateur des APS		- 1 TC
Educateur des APS principal de 2 ^{ème} classe	+ 1TC	- 1 TC
Educateur des APS principal de 1 ^{ère} classe	+ 1TC	

Budget annexe Régie des déchets
(5 postes)

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TC
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Adjoint technique		- 3 TC
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 3 TC	- 1 TC
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	

Considérant les crédits prévus au budget 2021, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal et du Budget Annexe Régie des déchets ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

FINANCES

2021-168. Exonération de Cotisation Foncière des Entreprises au titre des Zones d'Aide à Finalité Régionale

Monsieur le Président explique que le législateur offre la possibilité d'exonérer de CFE les entreprises industrielles situées dans la zone et qui créent de nouveaux projets. Cela permet notamment d'exonérer l'entreprise Chalvignac de CFE pendant cinq ans. Avant de pouvoir délibérer, il est nécessaire que l'État valide les exonérations, ce qui a été le cas. Cela pourrait inciter d'autres entreprises qui réfléchissent encore à s'établir sur le territoire.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir s'il existe un plan de sortie de cette exonération, et si la sortie sera progressive ou brutale.

Monsieur le Président répond qu'elle sera brutale.

Monsieur Pierre MAUDOUX souhaite savoir si des négociations préalables avaient eu lieu avec cette entreprise concernant cette exonération de CFE, ou si elle a été décidée a posteriori. Cet avantage n'est plus forcément attractif puisque l'entreprise est déjà présente.

Monsieur le Président explique que pour faire venir une entreprise, il est nécessaire d'être meilleur que les autres afin de l'attirer. Ce point a fait partie de l'ensemble des discussions, au même titre que d'autres. L'Agglomération a été facilitatrice, afin de faire en sorte que Chalvignac s'entende bien avec le groupe GMD, propriétaire de Saintronic, mais aussi avec Zolux, qui était demandeur de pouvoir grandir. Il n'était pas question de défavoriser une entreprise existante sous prétexte d'en vouloir une autre. Le changement

de PLU mis en place a fait qu'il a été possible de discuter avec le porteur de projet foncier. Les possibilités administratives d'aider à l'installation ont été étudiées dans le même temps. Ce petit plus permettra aux entreprises de réaliser davantage d'investissements sur le territoire.

Monsieur Pierre MAUDOUX trouve la mesure excellente, et espère qu'une forte publicité en sera faite.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si l'entreprise prend le risque de partir au bout de cinq ans si l'autre entreprise présente venait à grandir fortement.

Monsieur le Président espère qu'elle va grandir. Un travail sera mené conjointement afin de trouver un autre site. Sur cinq ans, Chalvignac représente plus de quatre millions d'euros d'investissements sur le site, et enlever l'exonération de CFE ne la fera pas partir. Il s'agit simplement d'un plus pour l'installation. Il espère que de nombreuses autres entreprises pourront en bénéficier. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

* * * * *

RAPPORT

Dans le cadre de son développement économique, il y a un enjeu très important pour l'agglomération d'investir le champ de la reprise des bâtiments industriels inoccupés depuis plusieurs années par de nouvelles entreprises.

La reprise d'une activité industrielle dans l'ancien bâtiment de Saintronic rentre pleinement dans ces objectifs.

Les sociétés du groupe Chalvignac ont racheté pour environ 1,1 M€ une partie des bâtiments. Ils ont prévus d'importants travaux de rénovation, des améliorations en matière d'environnement (photovoltaïque, récupération d'eau de pluie...) et l'investissement en équipements industriels.

Chalvignac réalisera sur le site la fabrication de bennes viticoles et de remorques agricoles (transfert du site de Sainte-Même) et la production de groupes de froid pour son activité de fabrication d'alambics.

Au total, c'est 75 emplois qui seront créés à Saintes sur 3 ans.

A ce titre, il est important que l'agglomération se dote des outils d'attractivité économique dont elle peut disposer pour accompagner cette entreprise dans son projet.

L'exonération de la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) prévue aux articles 1465 et 1465 B du Code Général des Impôts peut y contribuer.

A titre d'information, la dernière CFE due par l'entreprise ayant occupé le site de Saintronic représentait près de 100 000 € de contribution annuelle.

Le rapporteur rappelle que les dispositions de ces articles permettent au conseil communautaire d'exonérer de la cotisation foncière des entreprises, en totalité ou en partie, les entreprises qui procèdent dans les zones d'aide à finalité régionale ou les zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises :

- soit à des extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique,
- soit à une reconversion dans le même type d'activités,
- soit à une reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités.

Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de cotisation foncière des entreprises en application de la délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est, à la demande de l'entreprise, exonérée de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Afin de renforcer son attractivité et de favoriser l'accueil et le développement d'activités industrielles sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes, il est proposé de mettre en œuvre une exonération de la contribution foncière des entreprises (CFE) tel que prévu par les articles 1465 et 1465B du code général des impôts.

L'instruction de l'éligibilité de ces exonérations est exclusivement du ressort de la DGFIP.

Dans le cas d'un établissement préexistant, l'assiette éligible aux exonérations ne concerne que la partie relative aux augmentations de base de CFE liées à l'accroissement des moyens de production.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1465, 1465 B, et 1586 nonies,

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2021,

Considérant que, pour la CDA de Saintes, les communes concernées par la zone AFR sont : Chaniers, Courcoury, les Gonds, Montils, Pessines, Pisany, Saint Georges des Coteaux, Saintes, Thénac et Varzay,

Considérant que les EPCI ont la faculté de déterminer le niveau (taux) et la durée de l'exonération (maximum 5 ans), proposition est faite d'une exonération de 100% sur 5 années.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'exonérer de la cotisation foncière des entreprises, selon les modalités décrites dans le tableau en annexe, les opérations visées dans ce même tableau à compter de l'exercice 2022.

- de charger Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2021-169. Création d'un budget Annexe Zones d'Activités communautaires

Monsieur Philippe CALLAUD indique qu'il s'agit du prolongement de la délibération votée précédemment concernant l'extension de la zone Fief Picaud. Trois entreprises sont situées dans cette zone de Montils. Elles ont exprimé un intérêt pour une acquisition foncière supplémentaire dans cette même zone. En effet, 1 hectare est aménagé, et il est envisagé d'aménager 2,4 hectares. Le Fief Picaud a déjà été transféré à l'Agglomération, toutefois dans le cadre du transfert, il est proposé de créer un budget annexe pour toutes les zones, afin d'éviter de multiplier les budgets annexes dans les zones qui seront créées ultérieurement.

Monsieur Pierre DIETZ remarque que l'acronyme « ZAC » présente plusieurs significations, et qu'il n'est guère aisé de s'y retrouver.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE n'était pas favorable à l'augmentation de la zone, ni à la création d'un budget annexe correspondant. Dans le doute, elle va s'abstenir.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que trois entreprises, installées à Montils, dans le diffus ou déjà dans la Zone d'Activités (ZA) Le FIEF PICAUD, ont exprimé un intérêt pour une acquisition foncière dans la ZA, afin d'améliorer les conditions d'installation de leur activité ou faire face à une augmentation d'activité.

La ZA Le fief Picaud est située au nord du bourg de Montils et est composée d'un secteur déjà aménagé de 1 ha et d'un secteur disponible à l'aménagement de 2,4 ha.

La ZA Le Fief Picaud a été transférée à l'Agglomération de Saintes dans le cadre du transfert de la compétence Zone d'Activité Economique (ZAE) à la CDA et à la reconnaissance de cet espace comme une des ZAE transférées à l'Agglomération par délibération du Conseil communautaire du 14 septembre 2017. Par conséquent, une extension de la ZA Le Fief Picaud ne peut être réalisée que sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Il est donc proposé de créer un budget annexe assujéti à la TVA afin de permettre les travaux d'extension des différentes zones d'activité économique transférées à la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif à la compétence obligatoire « Développement économique » et comprenant entre autres « la création et l'aménagement des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale »,

Vu la délibération n°2017-172 du Conseil Communautaire en date du 14 septembre 2017 déterminant les espaces objets du transfert des zones d'activité économique (ZAE),

Vu la délibération n°2021-156 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 portant extension de la zone d'activité communautaire « ZA du Fief Picaud » à Montils,

Considérant la nécessité de créer un budget annexe assujetti à la TVA afin de permettre l'extension des zones d'activité économique transférées à la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de créer** un budget Annexe « Zones d'activités communautaires », assujetti à la TVA.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant chargé des Finances, à signer tout document et acte pouvant s'y rapporter.
- **d'autoriser** le Comptable de Saint Jean d'Angely à réaliser toutes les actions permettant la réalisation de cette création auprès des services concernés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-170. Prise de participation de la Communauté d'Agglomération de Saintes au capital de la Société d'Economie Mixte Patrimoniale 17 (SEMPAT) et désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une prise de participation au capital de la SEMPAT. Cette dernière regroupe plusieurs collectivités, et le département de la Charente-Maritime en est l'actionnaire principal. Ses missions sont le portage financier, et la construction d'immeubles à usage industriel commercial, destinés à la vente ou à la location. La prise de participation au capital est prévue à hauteur de 400 000 euros, avec une valeur d'achat de l'action estimée à 45,30 euros, et représentant à terme 8 830 actions. Il est proposé de désigner Monsieur le Président pour représenter la CDA à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de la SEMPAT.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite savoir comment a été fixé le montant de participation au capital, sachant que la CARA n'y figure qu'à hauteur de 120 000 euros. La SEMPAT a pourtant été créée à l'origine pour le portage du projet du Club Med, avec le soutien du département.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que la délibération suivante apportera la réponse à sa question. Les modalités de paiement seront votées après le vote de la présente délibération.

Monsieur Pierre MAUDOUX a entendu l'intérêt que la CDA pourrait avoir à rejoindre la SEMPAT. Il semble que depuis sa création, celle-ci soit tournée vers le bord de mer. Il demande quels bénéfices la CDA va tirer de son entrée à la SEMPAT. Par ailleurs, la CDA et la ville de Saintes sont très liées à la SEMIS, et il demande si la SEMIS ne pourrait pas avoir les mêmes fonctions que la SEMPAT, quitte à changer ses statuts pour qu'elle dispose des mêmes rôles.

Monsieur le Président insiste sur le fait que la compétence économique est la principale compétence de l'Agglomération. Un bras armé est à disposition, permettant de faire du portage financier foncier de construction d'immeubles à visée industrielle et commerciale destinés à la vente ou à la location. L'Agglomération n'en a pas les moyens elle-même. Il rappelle qu'il manque 306 logements à Saintes. La SEMIS a vocation à produire du logement social. Il n'est pas possible d'obérer les comptes de la SEMIS en lui confiant une autre mission que sa vocation principale. Il serait dommage de se priver de ce bras armé,

d'autant plus qu'en tant qu'actionnaire, l'Agglomération pourra décider où se font les investissements. De plus, les actions peuvent toujours être revendues si le système ne donne pas satisfaction. En conférence des maires, il n'y a pas eu d'hésitations sur ce sujet. Le territoire doit disposer des mêmes armes que les autres pour se défendre.

Monsieur Jean-Philippe MACHON précise que dans les statuts de la SEMIS, figure le logement social, mais également la possibilité de construire des bâtiments industriels et commerciaux. Cela ne remet pas en question l'intérêt de travailler avec la SEMPAT. Lors de la création de cette dernière, la possibilité de travailler avec a été regardée. La SEMDAS est également présente. Il serait tout à fait possible de collaborer avec la SEMPAT sur un projet concret, et envisager de prendre des participations plus tard. La SEMIS, la SEMDAS et la SEMPAT risquent de se retrouver en concurrence.

Monsieur le Président explique qu'il s'agit justement de l'opportunité de donner un rôle à chacun. Aujourd'hui, la SEMIS ne dispose pas de l'ingénierie pour faire autre chose que du logement social.

Monsieur Jean-Philippe MACHON n'est pas opposé à l'idée d'avancer, mais pointe le risque d'affaiblir la SEMIS.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a calculé que les 400 000 euros qui permettront d'acheter les parts de la SEMPAT correspondront à moins d'1%. Elle se demande quelles seront les possibilités d'action de l'Agglomération avec cette part.

Monsieur le Président déclare que pour pouvoir décider, il est nécessaire d'en faire partie. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la SEMPAT (Société d'Economie Mixte Patrimoniale 17) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Saintes pour entrer dans son capital. Cette société anonyme d'économie mixte locale regroupe actuellement les structures suivantes : la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, la Mairie des Mathes, la Communauté de Communes de la Haute-Saintonge et la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan. L'actionnaire principal est le Département de la Charente Maritime.

Les missions principales de cette SEM sont :

- *le portage financier de projets d'envergure,*
- *la construction d'immeubles à usage industriel, tertiaire ou commercial destinés à la vente ou à la location,*
- *l'acquisition de terrains et/ou de bâtiments à réhabiliter,*
- *la construction d'équipements structurants dédiés au développement économique et touristique (ex : Club Med),*
- *la gestion, l'exploitation, l'entretien, et la commercialisation de bâtiments et bureaux.*

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Saintes doit désigner un représentant qui siègera au sein du Conseil d'Administration ou à l'assemblée spéciale de la SEMPAT.

Pour rappel, lorsque les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires ont une participation trop réduite au capital pour être directement représentés au sein du Conseil d'Administration et lorsque le nombre de sièges d'administrateurs ne permet pas la représentation de l'ensemble des collectivités actionnaires, ces collectivités se réunissent en Assemblée Spéciale.

L'Assemblée Spéciale comprend un délégué de chaque collectivité actionnaire ne disposant pas d'un siège au Conseil d'Administration. Chaque collectivité dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'elle possède.

Cette Assemblée élit son Président et désigne en son sein les représentants communs qui siègeront au Conseil d'Administration. Pour la SEM Patrimoniale 17, un siège d'administrateur est réservé à son représentant.

Une représentation à tour de rôle doit notamment être instituée entre les collectivités locales concernées, pour la désignation du ou des mandataires afin de respecter les principes fondateurs de l'assemblée spéciale des collectivités.

L'Assemblée Spéciale de la SEM Patrimoniale 17 se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président, pour entendre le rapport de son représentant au Conseil d'Administration, notamment sur les travaux de ce dernier au cours de l'exercice écoulé.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1521-1 et suivants relatifs aux participations des collectivités territoriales dans le capital des SEM, les articles L1524-5 et suivants relatifs aux participations des collectivités territoriales dans le capital des Sociétés d'Economie Mixte (SEM), l'article L 2121-21 relatif aux modalités de vote en cas de nomination ou désignation, applicable aux EPCI,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Considérant que la SEMPAT a pour vocation première le portage financier de projets d'envergure et de nature exceptionnelle sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine et que les acteurs économiques du territoire ont d'ores et déjà bénéficié de son action,

Considérant que l'objet social de la SEMPAT répond aux enjeux de développement économique portés par la Communauté d'Agglomération de Saintes sur son territoire dans le cadre de ses compétences,

Considérant que les statuts de la SEMPAT permettent l'augmentation de son capital social conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, sous réserve que les actions appartenant aux collectivités territoriales représentent plus de 50 % du capital et au maximum 85 % conformément à l'article L.1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité pour la SEMPAT, au regard des projets en émergence et de la consommation en fonds propres induite par ces derniers, de procéder à une augmentation de capital pour un montant total de 400 000 €,

Considérant la sollicitation de la SEMPAT, au travers d'un courrier adressé à la Communauté d'Agglomération de Saintes le 3 février 2021, pour une prise de participation au capital à hauteur de 400 000 € comportant une prime d'émission et la suppression du droit préférentiel de souscription,

Considérant la valeur d'achat de l'action correspondante à la valeur basée sur le rapport d'évaluation établi par SEMAPHORES qui détermine le montant unitaire à 45,30 €,

Considérant les projets industriels portés par les acteurs économiques de la Communauté d'Agglomération de Saintes et les nouveaux projets susceptibles d'être accompagnés sur le territoire, au profit des acteurs économiques des filières aéronautiques et nautiques notamment,

Considérant que la SEMPAT accompagne les projets des territoires en contribuant, au travers de ses ressources et de son ingénierie, à nourrir un examen approfondi des projets sur les volets technique, juridique et financier,

Considérant qu'en outre, la SEM redistribue ses résultats distribuables en dividendes auprès de ses actionnaires, selon un taux compris entre 25 % et 30 %, et affecte le solde à la consolidation de ses fonds propres,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal au compte 261,

Considérant que l'article 30 des statuts de la SEMPAT précise que l'assemblée générale est composée de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles. Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la société sont représentés aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné en ce qui concerne les collectivités territoriales dans les conditions fixées par la législation en vigueur,

Considérant que conformément à l'article L1524-5 du CGCT, dans le cadre d'une société d'économie mixte, toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée,

Considérant que l'article 13 des statuts de la SEMPAT fixe le nombre de sièges d'administrateurs à 8 dont 5

pour les collectivités territoriales. Les collectivités territoriales procèdent entre elles à la répartition de ces 5 sièges en Assemblée Générale Ordinaire, les autres actionnaires ne prennent pas part au vote,

Considérant que par ailleurs, les statuts de la SEMPAT prévoient que le nombre d'administrateurs dépassant l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au 3 quarts des administrateurs en fonction,

Considérant que l'article 22 des statuts de la SEMPAT précise que, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi, les administrateurs ne peuvent percevoir aucune rémunération, permanente ou non, pour les fonctions qu'ils sont appelés à remplir,

Considérant que le Conseil communautaire décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

Considérant qu'ainsi la nomination prend effet immédiatement et il en est donné lecture par le Président,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la prise de participation de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le capital de la SEMPAT.

- d'approuver les statuts de la société annexés à la présente délibération.

- de fixer la prise de participation de la Communauté d'Agglomération de Saintes au capital de la SEMPAT à hauteur de 400 000 € avec une valeur d'achat de l'action estimée à 45,30 € par action et représentant à terme 8 830 actions.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer les actes et tout autre document qui pourrait se rapporter à cette opération et notamment le pacte des actionnaires joint en annexe.

- de désigner pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'assemblée générale de la SEMPAT : Monsieur Bruno DRAPRON.

- de désigner ce même représentant au conseil d'administration de la SEMPAT, s'il est attribué un siège à la Communauté d'Agglomération de Saintes ou à l'assemblée spéciale si le nombre de membres du conseil d'administration ne suffit pas à assurer la représentation directe des collectivités ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE, M. Jean-Philippe MACHON et M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-171. Budget Principal - Décision modificative N°2 - Exercice 2021

Monsieur Philippe CALLAUD explique que les 400 000 euros nécessaires à la prise de participation au sein de la SEMPAT ont été trouvés en diminuant l'opération 504, qui avait été votée sur le budget primitif et qui n'est pas prête. Elle concerne le bassin des Charriers, l'opération est reportée et se réalisera en 2022. Cela entraîne - 400 000 euros en dépenses.

Monsieur Jean-Philippe MACHON ne souhaitait pas savoir d'où provenaient les fonds, mais pourquoi ce montant précis avait été retenu.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit du montant négocié avec la SEMPAT. Celle-ci grandit, et le montant n'est plus le même que pour ceux qui l'ont rejointe dès le départ. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le budget primitif étant un document prévisionnel, il peut être nécessaire pour la Communauté d'agglomération de Saintes d'ajuster en cours d'année les prévisions de crédits.

Ces corrections s'effectuent dans le cadre de décisions modificatives et peuvent concerner aussi bien la section de fonctionnement que d'investissement, les dépenses comme les recettes.

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

1. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 0 €.

A. Les dépenses sont les suivantes :

- Participations et créances rattachées à des participations (chap. 26) : + 400 000 € pour la prise de participation dans le capital de la SEMPAT 17.
- Opération 504 « Bassin BV7 Charriers » : - 400 000 € en raison du report du projet à la suite d'une procédure réglementaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget principal,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la décision modificative n°2 du budget principal pour l'exercice 2021, au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE, M. Jean-Philippe MACHON, M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE (GÉRER LA RESSOURCE EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES)

2021-172. Approbation de la modification des statuts du Syndicat Mixte dénommé SYMBA.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique que le SYMBA a reçu une labellisation EPAGE dans le cadre de la loi GEMAPI. Il s'agit d'inscrire cette labellisation dans ses statuts. Ensuite, la CDA a sollicité le SYMBA dans le cadre de son PLUI pour effectuer l'inventaire de ses zones humides. Comme le territoire de la CDA est plus vaste que celui du SYMBA, il convient d'inscrire dans ses statuts que le SYMBA pourrait opérer ces inventaires à l'extérieur des périmètres qui lui sont dédiés initialement.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la CDA s'est appuyée sur les syndicats de rivières pour décliner sur son territoire la compétence GEMAPI en 2018.

Le législateur, en instaurant la GEMAPI, a prévu également la labellisation des syndicats de rivières en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE). Cette labellisation est à la fois une reconnaissance du travail réalisé à l'échelle du syndicat et un outil pour mobiliser de nouveaux moyens.

Suite au dépôt de candidature du SYMBA, le préfet de la Région Occitanie, la commission de planification Adour Garonne, l'EPTB Charente et la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Charente ont émis un avis favorable à la procédure de reconnaissance du SYMBA en EPAGE. La finalisation de la procédure est son inscription dans les statuts du SYMBA avec l'ajout du terme EPAGE devant SYMBA en dénomination.

Parallèlement à ces travaux, le SYMBA travaille avec les EPCI pour mettre en place un inventaire des zones humides, obligatoire dans le cadre du PLUi. Or pour pouvoir intervenir, notamment sur les périmètres des EPCI hors territoire SYMBA, ce dernier doit pouvoir signer des conventions de prestations de service avec ses membres. Ainsi, le SYMBA étant sollicité par certains de ses membres pour la réalisation de prestations de services, il est proposé d'ajouter dans l'article 2 « Le SYMBA pourra se voir déléguer la gestion d'un service, d'un équipement ou de prestations même en dehors de son périmètre géographique de compétence par l'un de ses adhérents, dans la limite de ses compétences statutaires et le respect des règles en vigueur ».

Le SYMBA profite de cette modification statutaire pour apporter les modifications ou précisions suivantes à l'article 2 :

- Le SYMBA ne limitant pas son intervention au cadre du SAGE mais également à des politiques d'inondation à l'échelle du bassin de la Charente, l'alinéa faisant référence à ce dernier est complété par la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) et le Programme d'Action et de Prévention des Inondations (PAPI).
- Les communes n'étant plus membres du SYMBA le terme « communes » est remplacé par « EPCI ».
- L'intervention du SYMBA ne se limitant plus uniquement au cours d'eau, il est précisé que la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration et d'entretien concerne les cours d'eau mais également les zones humides et toutes autres actions sur ses bassins versant dans le cadre de la GEMAPI.
- Le SYMBA menant des projets nécessitant des acquisitions foncières, il est proposé de le préciser par la création d'un nouvel aliéna « procéder aux acquisitions foncières nécessaires ».

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 5°) portant sur la « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement »,

Vu la délibération n°2019-27 du Conseil Communautaire en date du 31 janvier 2019, transmise au contrôle de légalité le 7 février 2019, portant approbation de la modification des statuts du SYMBA,

Vu la délibération du Comité Syndical du SYMBA du 30 juin 2021 modifiant les statuts pour intégrer la reconnaissance de la labellisation EPAGE,

Vu la délibération du Comité Syndical du SYMBA du 30 juin 2021 modifiant les statuts pour intégrer la délégation de gestion et les conventions de prestations de service,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les statuts modifiés du SYMBA tels qu'ils figurent annexés à la présente délibération.
- **de charger** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la GEMAPI, de l'exécution de cette délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend part au vote

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

ÉQUIPER LE TERRITOIRE

2021-173. Autorisation de signer les marchés de " Fourniture, livraison, montage et installation du mobilier et des équipements destinés au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes"

Monsieur Francis GRELLIER rappelle qu'un inventaire des mobiliers et matériels actuels a été effectué. Les matériels et mobiliers qui pouvaient être réutilisés ont été identifiés, et vont rejoindre le nouveau siège. Les autres feront l'objet de dons ou seront mis au rebut. Une consultation a été lancée sous forme d'un marché d'accord-cadre avec émission de bons de commande d'une durée d'un an, renouvelable au maximum trois fois, soit une durée totale maximum de quatre ans. Le marché se compose de 5 lots. Deux candidats ont répondu pour le lot n°1, et un seul candidat pour les lots n°2 à 5. La CAO qui s'est réunie le 12 août a décidé, après examen des candidatures, d'attribuer les 5 lots à l'entreprise MARCIREAU.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si la proportion des meubles recyclés ou réemployés est connue, ainsi que la proportion de meubles achetés neufs.

Monsieur Francis GRELLIER ne sait pas encore exactement ce qui va pouvoir être réemployé. Les positionnements des bureaux doivent dans un premier temps être effectués selon l'organigramme. Tout ce qui pourra être réemployé le sera. Le chiffrage du mobilier était prévu à 500 000 euros, et il espère que le montant sera bien en deçà.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande à combien a été chiffré le montant dans le cadre du marché.

Monsieur Francis GRELLIER répond qu'il s'agit pour le moment d'un accord-cadre. Les éléments qui vont être achetés ne sont pas encore définis exactement.

Monsieur le Président estime que plus de 90% des bureaux actuels seront affectés au nouveau siège.

Monsieur Francis GRELLIER précise que la proportion est très variable selon les services.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour la fourniture, livraison, montage et installation du mobilier et des équipements destinés au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, sous la forme d'un appel d'offres ouvert (publicité en date du 18 mai 2021).

Le marché est constitué de 5 lots :

Lot 1 - Mobilier du bureau et accueil

Lot 2 - Salles de réunion

Lot 3 - Espaces collectifs

Lot 4 - Cuisine équipée

Lot 5 - Mobiliers extérieurs

Il s'agit d'un accord-cadre avec émission de bons de commande exécuté au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée d'un an. L'accord-cadre est ensuite reconductible tacitement pour une durée de trois fois un an à compter de l'année n+1, sans pouvoir excéder une durée totale maximum de quatre ans.

Il est conclu sans montant minimum et sans montant maximum :

La Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué, le 12 Août 2021 les lots de la façon suivante :

LOTS	Entreprise retenue
<i>Lot 1 - Mobilier du bureau et accueil</i>	<i>Entreprise MARCIREAU Bâtiment La Rotonde 1 rue de la Trinquette Boite n°25</i>

	17000 LA ROCHELLE
Lot 2 - Salles de réunion	Entreprise MARCIREAU Bâtiment La Rotonde 1 rue de la Trinquette Boite n°25 17000 LA ROCHELLE
Lot 3 - Espaces collectifs	Entreprise MARCIREAU Bâtiment La Rotonde 1 rue de la Trinquette Boite n°25 17000 LA ROCHELLE
Lot 4 - Cuisine équipée	Entreprise MARCIREAU Bâtiment La Rotonde 1 rue de la Trinquette Boite n°25 17000 LA ROCHELLE
Lot 5 - Mobiliers extérieurs	Entreprise MARCIREAU Bâtiment La Rotonde 1 rue de la Trinquette Boite n°25 17000 LA ROCHELLE

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que l'accord-cadre de fourniture, livraison, montage et installation du mobilier et des équipements destinés au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés à signer les accords-cadres et toutes les pièces liées à la procédure avec :
 - o L'entreprise MARCIREAU pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

ÉDUCATION, ENFANCE, FAMILLE

2021-174. Frais scolaires 2020-2021 - Participation des communes de résidence aux charges de fonctionnement des écoles publiques

Monsieur Éric PANNAUD présente la délibération.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que chaque année, la Communauté d'Agglomération facture aux communes extérieures ayant des enfants scolarisés dans les écoles publiques du territoire de la CDA, les coûts de scolarisation (coût moyen par élève).

Ces frais sont facturés à condition que le maire de la commune de résidence ait donné son accord à la scolarisation de l'enfant ou que cette scolarisation s'impose à la commune dans les cas suivants :

- *La commune de résidence n'a pas d'école ou ne fait pas partie d'un RPI pouvant accueillir l'enfant.*
- *La commune de résidence n'assure pas directement ou indirectement de service de restauration et/ou périscolaire alors que les parents travaillent.*
- *Un frère ou une sœur est déjà scolarisé(e) dans un établissement de la même commune.*
- *Raisons médicales ou inscription en classe spécialisée (ULIS, UEM,...).*

Les frais scolaires tiennent compte uniquement des dépenses liées à l'école (par exemple, les heures des ATSEM effectuées sur du temps d'interclasse ne sont pas prises en compte).

Ces montants peuvent varier en fonction des dépenses réelles de la collectivité (fonctionnement et personnel) mais aussi du nombre d'enfants scolarisés.

Pour l'année scolaire 2020-2021, les charges de personnel sont en baisse de -2% en maternelle et -1% en élémentaire par rapport à l'année scolaire précédente, due en partie à une diminution de l'absentéisme et ipso facto à la diminution des remplacements, et à une diminution du nombre d'ATSEM en GS/CP (fluctue chaque année en fonction de la répartition pédagogique décidée par les enseignants).

La ligne relative aux produits d'entretien double et la ligne transports diminue en raison de la crise sanitaire.

La baisse importante d'effectif de -100 élèves en maternelle induit une augmentation du coût par élève de 4%.

Le coût/élève en élémentaire diminue de -3% en raison de la baisse des charges de fonctionnement et notamment de la baisse des effectifs.

Compte-tenu de ces éléments, les coûts de scolarisation, calculés à partir du compte administratif 2020 de la Communauté d'Agglomération de Saintes (frais de fonctionnement et de personnel scolaire), s'élèvent à :

- ➔ *1.557,19 €/élève en classe maternelle pour l'année scolaire 2020-2021 (2019-2020 : 1.492,39€)*
- ➔ *427,00 €/élève en classe élémentaire pour l'année scolaire 2020-2021 (2019-2020 : 440,90€)*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 212-8 du Code de l'Éducation précisant les modalités de calcul de la contribution et les conditions de participation financière de la commune de résidence à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Éducation Enfance Jeunesse»,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** la participation des communes extérieures ayant des enfants scolarisés dans les écoles publiques situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes aux montants ci-dessous pour l'année scolaire 2020-2021 :
 - 1.557,19 €/élève en classe maternelle.
 - 427,00 €/élève en classe élémentaire.
- **d'autoriser** l'émission des titres de recettes correspondants.
- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge de l'Éducation, à signer tous documents afférents à cette délibération dont les conventions de participation avec les communes concernées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-175. Modification de l'annexe 4 des tarifs Education-Enfance-Jeunesse

Monsieur Éric PANNAUD indique que le tarif de la restauration a été voté, avec un tarif particulier de refacturation sur les extérieurs. L'Agglomération est en effet capable de fournir des repas à des services extérieurs. Ce tarif, qui était auparavant de 5,90€, a été réévalué. Le calcul s'applique sur les frais réels, et le calcul qui avait été effectué avec les frais Covid venait perturber ce tarif. Il est demandé de repasser le tarif de 6,02€ à 5,90€.

Monsieur le Président transmet les remerciements du maire de Pont-l'Abbé-d'Arnoult, Alexandre SCHNEIDER, qui est ravi que sa demande puisse être satisfaite.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir s'il existe une augmentation du taux de repas bios et du taux de fourniture locale dans la nouvelle préparation des repas.

Monsieur Éric PANNAUD indique qu'à ce jour, les obligations prévues en la matière par la réglementation sont dépassées. Le seuil de 40% est franchi, et le souhait est de tendre vers les 50%. Un soin particulier est apporté à la modification des marchés, et un travail est mené avec les producteurs.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande pour quelle date est envisagé cet objectif de 50%.

Monsieur Éric PANNAUD répond que tout dépend de la capacité à modifier les marchés ainsi que l'organisation. Celle-ci comprend actuellement 26 points de fabrication, sur 18 offices, pour un total de 103 personnes qui y travaillent. Elle n'est pas facile à modifier. Les 50% devraient être dépassés sous moins de deux ans.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande s'il se fixe un objectif plus élevé que 50%.

Monsieur Éric PANNAUD répond que cela devra être décidé conjointement avec l'ensemble des Maires.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le service restauration du service éducation enfance famille a la possibilité de livrer des repas enfants hors territoire dans les communes limitrophes qui en auraient besoin de manière exceptionnelle (absence temporaire de personnel par exemple).

Pour cela un tarif spécifique « livraison repas enfants » est en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2021.

Ce tarif est basé sur le coût moyen par repas enfant des denrées alimentaires et du personnel de confection des repas, soit 5,90€ en 2019. La variation de ce tarif ne doit donc pas dépendre de l'augmentation annuelle des tarifs, fixée à 2% en 2021, mais du coût réel de production d'un repas enfant. L'année 2020 a vu lesdits coûts moyens augmenter de façon importante en raison de la COVID 19 (pertes d'aliments suite fermeture, coûts de personnel sans distribution de repas,...) et ne constitue donc pas un coût moyen de référence assez représentatif. Il est donc décidé de conserver comme référence le coût de revient pour la production d'un repas de 2019.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2021-73 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2021 fixant les tarifs Education-Enfance-Jeunesse, et notamment les tarifs de l'annexe 4 concernant la restauration scolaire à partir du 1^{er} septembre 2021,

Considérant que le tarif « livraison repas enfants » sur l'annexe 4 correspond au coût de revient pour la production d'un repas (coût moyen des denrées alimentaires et coût moyen du personnel de restauration pour la confection des repas),

Considérant que ce coût était de 5.90€/repas en 2019 et qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer les 2% d'augmentation sur le tarif « livraison repas enfants »,

Considérant la nécessité de modifier le tarif « livraison repas enfants » sur l'annexe 4,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **De modifier** le tarif « livraison repas enfant » à 5,90€ par repas au lieu de 6,02€, correspondant au coût moyen des denrées alimentaires et du personnel pour la confection des repas (année de référence 2019) à compter du 1^{er} septembre 2021.
- **De modifier en conséquence** l'annexe 4 des tarifs des restaurants scolaires conformément à l'annexe ci-jointe.
- **De charger** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à exécuter la présente délibération et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Président propose de réserver deux dates, tout d'abord pour un Conseil Communautaire exceptionnel le 20 octobre à 19 heures. Un groupement de commandes télécom doit être passé avant le 30 octobre.

Monsieur Francis GRELLIER précise qu'il est surtout question du marché concernant l'équipement informatique du nouveau siège.

Monsieur le Président ajoute que le Conseil Communautaire suivant aura lieu le 24 novembre à Saint-Césaire.

Monsieur Pierre MAUDOUX est mandaté par l'un des maires de l'Agglomération pour poser une question. Lors du dernier conseil municipal de Saintes, le problème du Conservatoire a de nouveau été évoqué. Monsieur le maire de Saintes avait choisi la voie d'une convention passée entre les communes et la ville de Saintes. Seule la ville de Chaniers aurait signé cette convention. Les familles des communes en dehors de Saintes se retrouvent à payer un supplément lorsqu'elles mettent leurs enfants au Conservatoire. Il pense que le débat doit être engagé, et formule la proposition d'une convention entre la communauté d'agglomération et la ville de Saintes afin que la communauté d'agglomération pallie le différentiel pour les familles. Il s'agit d'un sujet récurrent, qui concerne toutes les familles de l'agglomération.

Monsieur le Président précise que pour que l'Agglomération assume la prise en charge, une CLECT doit avoir lieu, avec prise de la compétence « Conservatoire ». Les autres maires doivent faire part de leur volonté de conventionner avec l'Agglomération pour prendre en charge une partie des cotisations des enfants.

Monsieur Jérôme GARDELLE a été sollicité pour un enfant de La Jard adhérent au Conservatoire. Pour rappel, une participation de 10 euros par habitant était demandée aux communes. A La Jard, cela représente 4 250 euros, soit une part non négligeable du budget, semblable à la cotisation au SDIS. Pour un seul enfant, cela n'est pas possible. Les montants sont trop importants pour les communes.

Monsieur Francis GRELLIER rappelle l'existence de l'Association pour le développement de la musique en Saintonge, qui donne des cours régulièrement. Le niveau n'est sans doute pas comparable, toutefois la musique est autant faite pour des personnes en apprentissage que pour celles qui maîtrisent bien le sujet.

Certains enfants de Fontcouverte se rendent au Conservatoire. La question n'est pas simple à traiter, et il ne sera certainement pas possible de la résoudre au cours de cette réunion.

Monsieur Raymond MOHSEN indique que le sujet a été abordé dans sa commune. La conclusion a été qu'elle n'allait pas participer directement au Conservatoire, mais que tous les enfants de la commune qui font de la musique ou du sport seraient subventionnés, avec un pourcentage de ce qu'ils paient sur cette activité.

Monsieur Pierre DIETZ déclare qu'il n'est pas facile d'être dans l'opposition à Saintes. Les membres viennent dans l'intention de comprendre, avec un esprit communautaire. Ils ont découvert la délibération portant sur l'entrée de la CDA au sein de la SEMPAT seulement cinq jours auparavant. Lorsqu'ils posent des questions, leur souhait n'est pas d'agacer ou de mettre en difficulté, mais simplement de comprendre la situation. Certains bilans chiffrés sont sortis en juillet et août, et ils auraient plus de temps pour les assimiler s'ils leur étaient communiqués en amont.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a une question au sujet du contrat territorial de relance et de transition écologique et environnementale. Une proposition ambitieuse a été effectuée, avec un certain nombre de plans. La première partie fait apparaître un montant de 51 millions d'euros d'investissements divers dans différentes communes. Cette somme ne représente pas la totalité du projet, mais la partie qui a été chiffrée pour le moment. Elle souhaiterait connaître la part de financement de chaque commune.

Monsieur le Président explique que dès lors qu'un projet est porté, le maximum de subvention possible est de 80%. Il restera donc toujours 20% d'investissement à la commune qui porte un projet.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE évoquait les projets abondés par le financement de chaque commune.

Monsieur le Président précise que les projets qui seront portés par la commune dans le cadre du CRTE pourront obtenir au maximum 80% de subventions. La CDA ne demandera rien aux communes, il s'agit également dans ce CRTE de projets intercommunautaires.

Monsieur Pierre MAUDOUX revient sur le sujet qu'il a lancé, et demande à Monsieur le Président s'il compte entamer le chantier. Une négociation est sans doute possible au sujet du Conservatoire, et il espère qu'elle sera menée.

Monsieur le Président indique que la question est de savoir si l'Agglomération doit prendre la compétence culture et la compétence sportive. Cela permettrait d'avoir un Conservatoire et des installations sportives intercommunales. Cependant, cela nécessite un travail conséquent de la CLECT. Par ailleurs, les bâtiments doivent être en bon état. Cette question pourra être abordée en conférence des maires. Il n'est pas question d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil Communautaire un point qui ne fait pas la majorité.

Madame Éliane TRAIN considère, au vu de la question de Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE, qu'il serait intéressant d'expliquer le fonctionnement de la CDA du point de vue financier. De nombreux membres sont nouveaux et n'ont pas reçu cette explication.

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur Victor-Alain NGUEWOUA, maire de Montils.

Monsieur Victor-Alain NGUEWOUA déclare que les élus ont plusieurs missions. Leur rôle est d'abord de détecter les besoins. Dans ce cadre, il a découvert que certaines entreprises de Montils avaient besoin de s'agrandir. Pour cela, il devait leur proposer des solutions. Après plusieurs semaines de réflexion, il a pensé que la CDA disposait de foncier au niveau de ses zones d'activités, notamment sur le Fief Picaud. Trois à quatre entreprises sont déjà installées côté Est. La partie Nord comprend le terrain de football, et est appelée à demeurer une zone d'activités. Il s'est rapproché de la CDA afin de trouver des solutions pour ces entreprises qui grandissent. L'une de ces entreprises a reçu une proposition de foncier dans une autre communauté distante de quelques kilomètres, les enjeux sont donc importants pour la commune de Montils. Il tient à remercier l'assemblée d'avoir voté la délibération. Il va pouvoir annoncer à l'artisan qu'il peut s'installer sur Montils, et cela sera bénéfique pour tous.

En l'absence d'autres questions diverses, Monsieur le Président clôt la séance à 20h19.

Le Secrétaire,